LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

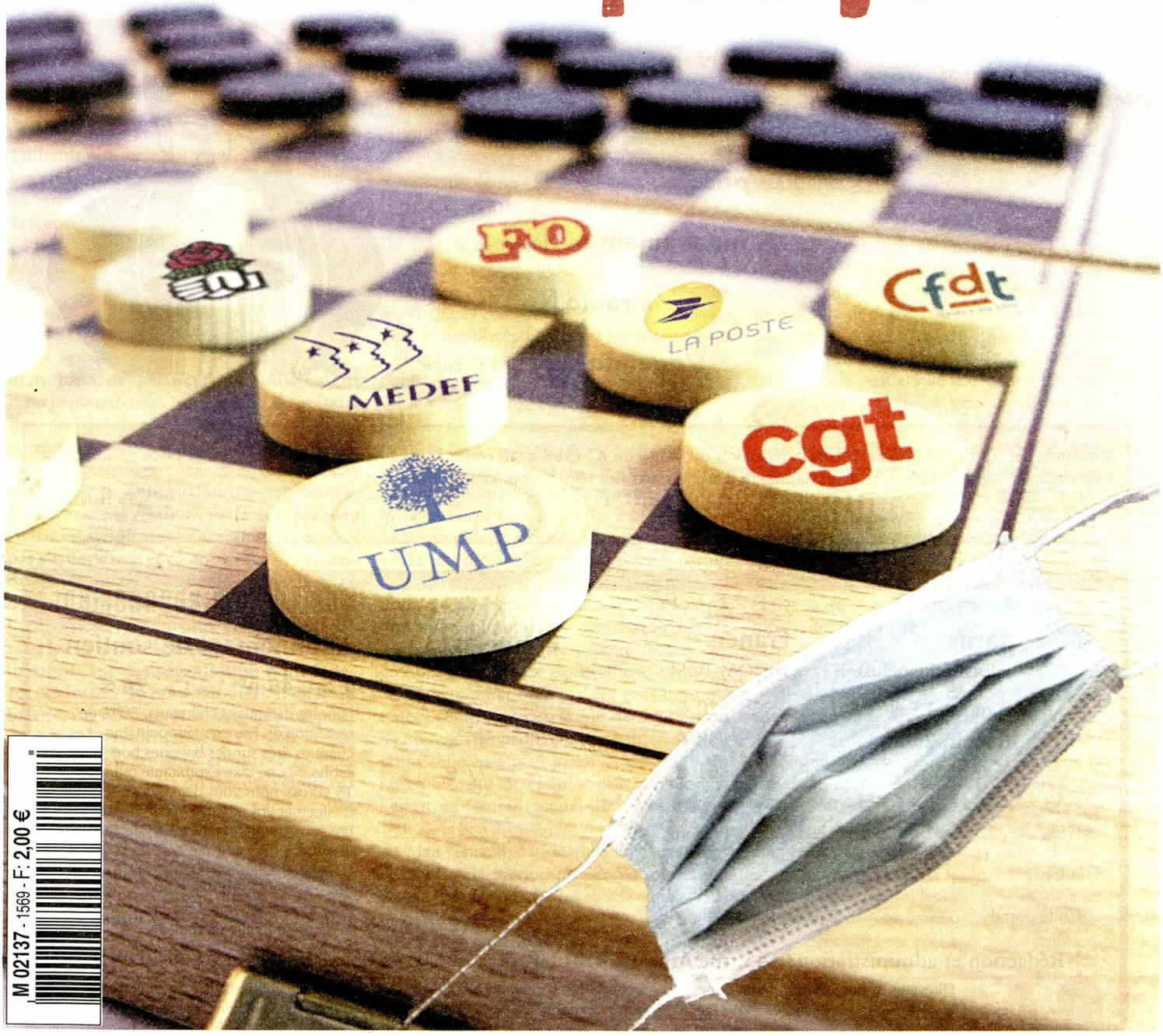
2€ ISSN 0026-9433

« Il m'est odieux de suivre autant que de guider. »
Nietzsche

N° 1569
du 22 au 28 octobre 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

Souffler n'est pas jouer



M 02137 - 1569 - F: 2,00 €

Sommaire

La CGT sur la sellette, par J.-P. Levaray, *page 5*

Une affaire de **famille,** par E. Vanhecke, *page 6*

***Pax** americana*, mon œil, par A. Somiador, *page 9*

Un **prof** qui en veut, par J. Jedwab, *page 10*

Les nouvelles **finances** éducatives, par L. Ott, *page 12*

Grèves italiennes, par le collectif des grévistes, *page 15*

Le bouquin qui fait **tousser,** par P. Sommermeyer, *page 16*

Le bouquin qui fait **jaser,** par Paco, *page 17*

Des bouquins qui font **rêver,** par C. Margat, *page 18*

Un **salon** italien, par A. Dropsy, *page 19*

Contre les **prisons,** par l'ARPPI, *page 20*

Un **mouvement** en vie, *page 21*

Notre **radio** libre, *page 22*

L'agenda anarchiste, *page 23*

Erratum. Un lapsus (révélateur ?) dans la rédaction de l'édito du n° 1568 a fait écrire à son auteur « Léo Hamon » à la place de « Benoist Hamon ». On ne sait auquel des deux Hamon, il faut présenter nos regrets pour cette confusion.

La rédaction

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^os^	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^os^	◯ 61 €	◯ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^os^ ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

L'actualité est parsemée d'effets d'annonce pour tester et agiter l'opinion publique. Un Obama prix Nobel de la Paix, un Sarkozy II, président de l'Epad. En Irlande, ils ont re-voté et puis après ? Pour ce qui est du référendum sur le Traité européen, nous avons encore en tête la victoire du non en France et le sort qu'il a connu. En Irlande, le oui fait place au non. Après tout, peu importe le résultat, l'important c'est de participer. La votation sur la privatisation de La Poste connaît le même sort. Passé l'engouement du scrutin, le suspens du résultat et sa célébration, il ne reste plus rien. Dans la rue, pas dans les urnes, cela n'est guère plus réjouissant. Après les journées du 29 janvier et du 19 mars, la rentrée serait chaude, nous avait-on dit. Le camarade Thibault a donc planifié un mois d'octobre très chargé pour mobiliser les troupes au compte-gouttes : le 6 chez France Telecom, le 7 pour le « travail décent », le 16 pour les retraités, le 20 chez les cheminots et enfin le 22 pour le « développement de l'emploi industriel ». Des journées saute-mouton, avec des appels bien peu mobilisateurs. Les confédérations avancent leurs pions, mais se gardent bien de relancer un mouvement interprofessionnel, qui aurait la prétention de vouloir réellement gagner face au patronat.

Pourtant des grévistes fortement mobilisés, il y en a : Continental, Molex, Goodyear, Servisair... mais les grandes centrales syndicales s'entendent pour « ne pas s'entendre » et ça nous vaut des calendriers de luttes différents pour chacune d'elles. Ces luttes sont donc condamnées à l'inefficacité ; et en plus elles lassent les salariés en butte à la crise. Les patrons se marrent. Aucune organisation pour fédérer ces luttes. On nous fait défiler, on nous balade, on nous tend le mégaphone pour mieux nous rendre muets. Patrons et État font passer leurs lois et autres projets, tandis qu'en face les dirigeants syndicaux feignent de taper du poing sur la table, mais font en sorte de ne jamais marquer de point. « Souffler n'est pas jouer », nous dirait un joueur de dames. Un camarade fin gourmet nous dirait, quant à lui, que « deux chapons ne feront jamais une poulaille ».

Injustice d'État

À quand votre tour ?

Un transfert de prisonniers a été prévu par l'État pour octobre 2009, de l'ancienne prison de Poitiers vers la nouvelle prison-Bouygues de Vivonne. Pour le 10 octobre 2009, une journée anticarcérale avait été proposée par un collectif militant local, afin d'ouvrir le débat public sur une critique du système carcéral.

Il s'agissait de rassembler les gens, pour débattre des alternatives au système du châtiment et de la violence carcérale, et manifester une opposition digne et résolue à cette nouvelle prison. La journée s'articulait autour du « 23* », un lieu associatif qui avait bien voulu prêter ses locaux ce jour pour des débats et un concert.

La journée a commencé vers midi par un débat très riche par la qualité des interventions diverses. Un débat de fond, sur l'avenir des luttes anticarcérales, devait avoir lieu le soir, suivi d'un concert pour lequel des groupes avaient fait le déplacement.

Pour montrer qu'il y a des gens qui protestent contre la construction de cette prison de nouvelle génération, un rassemblement en centre-ville était aussi prévu l'après-midi. Un rassemblement dit « festif », dans le respect de l'esprit du festival culturel des Expressifs qui avait alors lieu à Poitiers.

Mais la manifestation qui a suivi le rassemblement a été investie par des personnes qui avaient, semble-t-il, d'ores et déjà choisi d'autres façons de protester – selon des modes opératoires qui ont totalement pris au dépourvu nombre de participants. Cette minorité a peu à peu pris le contrôle de la manifestation, qui a rapidement dégénéré en un rapport de force entre certains manifestants et la police (tirs de flash-ball contre fusées et pétards). La manifestation a soudain reflué vers le centre-ville et a donné lieu aux dégradations matérielles amplement relayées par la suite par les médias et les autorités.

Il ne nous appartient pas de juger les actes commis en eux-mêmes, puisqu'ils ne sont pas les nôtres. Ils peuvent être compréhensibles, si l'on analyse la plupart de leurs cibles : des vitrines d'agences de banques ; une agence de Bouygues (dont la maison mère a construit cette nouvelle prison de Vivonne, gère son entretien et à qui l'État verse un généreux loyer) ; des cabines de France Télécom, l'entreprise aux 25 récents suicides ; du « mobilier urbain » à destination publicitaire...

Il est important de dire qu'il n'y a eu aucune violence délibérée contre la population.

Néanmoins, si nous aussi dénonçons la violence insupportable de ce système qui mène le monde droit au mur et brise les individus, nous sommes en désaccord profond avec cette « stratégie » de destruction.

En effet, ces actions n'ont été l'initiative que des individus qui les ont choisies ; or, elles ont immédiatement impliqué un grand nombre de personnes qui n'étaient ni prévenues ni

préparées, et dont beaucoup n'étaient pas d'accord avec ces méthodes. Elles ont délibérément été commises dans le cadre d'une manifestation publique, mettant ainsi en danger tous les participants. Personne, parmi ceux ayant choisi ces actions, ne pouvait ignorer que la mise en œuvre de celles-ci donnerait lieu, face à un État de nature fondamentalement répressive, à des réponses policières et judiciaires aux graves conséquences locales.

En effet, cette répression s'est bel et bien abattue, d'une véritable violence, aveugle. Descente policière massive et brutale contre « le 23 », qui n'avait strictement rien à voir avec les débordements de la manifestation. Le concert a été annulé, du matériel sono dégradé, le public et les bénévoles malmenés par la police, pendant cinq heures : plaquages au sol ou mises à genoux, matraquages, menaces, insultes, mains sur la tête, photos systématiques, etc.

La répression, ce furent aussi des dizaines d'arrestations arbitraires, dont 18 donnant lieu à des gardes à vue éprouvantes. La police, bizarrement absente lors des débordements, s'est mobilisée en nombre pour le procès du lundi 12 octobre.

Le gouvernement, par la voix de l'inénarrable monsieur Hortefeux téléporté sur Poitiers, en profite étrangement pour ressortir les lois de 1936 de derrière les fagots contre les « groupuscules ». Mais aussi pour pondre deux nouveaux décrets (à valider par le conseil d'État), consistant en deux nouveaux fichiers sur les lieux communautaires et sur les « groupuscules » supposés à l'origine de ces actes. On peut aussi s'interroger sur la cohérence d'une démocratie censée s'inspirer de cette vieille théorie sur la séparation des pouvoirs, avec un ministre qui débarque à Poitiers pour un procès en comparution immédiate, demandant des peines exemplaires. Montesquieu doit se retourner dans sa tombe…

Huit gardes à vue ont en effet débouché sur des comparutions immédiates forcées. Trois condamnés à la prison ferme (d'un à quatre mois) plus du sursis et des amendes, dont deux ayant tout juste 20 ans. Pour les autres, du sursis allant de trois à six mois et des amendes. Tous des boucs émissaires, n'ayant jamais commis les faits qui leur sont imputés, des preuves à l'appui de leur non-implication dans ces faits ayant été écartées volontairement, ainsi que des témoignages.

Pour les dix autres personnes, relâchées à l'issue de leur garde à vue, trois sont poursuivies pour refus de prélèvement ADN. Dont une, mineure de 14 ans (!), subira des poursuites pour « rébellion », une accusation policière qui frise le grotesque quand on connaît un tant soit peu la jeune fille.

Enfin, et c'est sans doute l'une autres tristes conséquences à long terme de cette manifestation et de la répression qui s'en est suivie, c'est tout le travail de fond, de nombreuses années, des militants libertaires auprès de la population, dont beaucoup étaient venus pour débattre d'alternatives à la prison, qui a été saccagé ce jour-là – en trente minutes seulement.

Bien sûr, en tant qu'anarchistes, nous devrons analyser toutes et tous ensemble ces événements et leurs retombées.

Mais aujourd'hui, la priorité, ce sont les personnes enfermées en prison. Dans cette horrible prison de Vivonne, qui est le point de départ de tout cela. C'est le désarroi général, du côté des gens qui militent comme des gens qui vivent ici. Et la colère, face à tant d'injustice, tant ces condamnations sont révoltantes par leur absurdité. Bien au-delà de nos rangs, nous appelons immédiatement à soutenir toutes les victimes de cette parodie de justice, et nous appelons à la vigilance, face à toutes celles à venir.

Groupe Pavillon Noir
de la Fédération anarchiste

*. Lieu associatif de culture alternative.

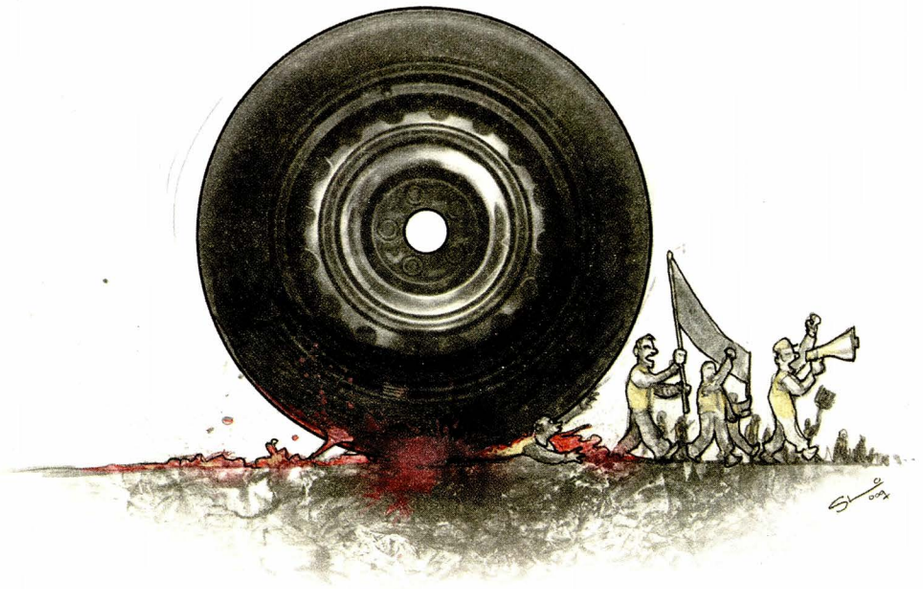
À l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons que samedi 17 octobre une importante manifestation de soutien aux inculpés a défilé à Poitiers, du Palais de Justice au Parc de Blossac. La police a sans doute cru bien faire en encerclant la foule et en arrêtant plusieurs manifestants. Samedi soir deux d'entre eux avaient été relâchés mais un militant de la CNT était toujours en garde à vue. Le parquet a profité des demandes de remises en liberté pour revoir à la hausse les peines requises à l'encontre des inculpés.

PAVÉ D'ANAR avec SABIA et MAZOCH

KROKAGA

CGT

grogne et recentrage



La journée internationale d'action syndicale du 6 octobre a été un flop, mais on le savait avant même qu'elle ait lieu. Quelques manifs, quelques rassemblements qui ont permis aux centrales syndicales d'occuper une partie de leurs militants. Faut dire que manifester pour un « travail décent », ça ne donnait pas envie et cette multiplication de journées d'actions plus ou moins à thème, on a donné et c'est plus la peine. En préparation, la manifestation parisienne prévue pour le 22 octobre, ayant pour thème « Pour une politique industrielle », ne donne pas envie non plus.

Pourtant, le mouvement social n'est pas aux abonnés absents. Les conflits sociaux, il y en a partout, contre des licenciements pour la plupart, mais aussi contre les conditions de travail. La hausse du cours des actions est à nouveau à l'ordre du jour, mais cela se fait à coup de destructions d'emplois. Outre les « journées d'action » catégorielles (France Télécom, La Poste, SNCF, etc.), depuis des semaines et des mois, de nombreuses boîtes sont occupées ou connaissent des mouvements. Seulement ces conflits ne dépassent pas la ville, voire le département. Seuls et isolés, les grévistes et les syndicalistes se voient la plupart du temps contraints d'accompagner les plans de licenciement ou de fermeture, afin d'arracher de meilleures primes de départ possibles, des formations ou des reclassements bidons.

Comme le disent les syndicalistes de Séva (filiale de Saint-Gobain en restructuration) : « Il y a plus qu'urgence à rompre l'isolement usine par usine, tout comme à rompre avec les journées d'actions sans lendemain. »

De même, en ce qui concerne des conflits forts, comme les Continental, les Molex ou Goodyear, il semblerait que la manif devant la Bourse, le 17 septembre dernier, ait été leur chant du cygne.

Si les Contis ne s'en tirent pas trop mal avec une prime de licenciement élevée (mais qui va fondre vite), pour les Molex, que Thibault est venu soutenir car c'est « un cas d'école », il en va autrement. Les résultats ne sont pas brillants et même si le secrétaire général de la CGT a annoncé des reprises de négociation, il n'y a que 15 emplois « sauvés » sur 283.

Il est évident qu'on ne peut pas gagner à être isolés. Ce qui ne semble pas être dans les priorités à la CGT. Le congrès s'approche et il faut maintenir le bureau, et s'avancer encore plus rapidement dans la construction d'un syndicat de propositions et d'accompagnement, comme l'est déjà la CFDT.

Pourtant ça grogne à la base. Pour exemple, le 29 septembre dernier, se tenait à Bobigny une assemblée générale des militants de la fédération Chimie de la CGT. Près de 200 syndicalistes, venus de toute la France, se réunissaient pour discuter des futures actions. Le moins que l'on puisse dire c'est que les oreilles de Bernard Thibault ont dû siffler. Et si l'un des sbires du bureau confédéral est venu pour calmer les ardeurs et pour apprendre aux militants comment militer à la base, sur son lieu de travail (lui qui n'a pas dû mettre les pieds dans une usine depuis des années), il s'est fait remettre à sa place par des syndicalistes qui allaient jusqu'à demander qu'on aille enfin à l'affrontement avec l'État et les patrons (et ce n'étaient pas les plus gauchistes).

À l'approche du congrès confédéral, il semble qu'on soit en présence d'une restructuration, d'une remise au pas en douce, dans la perspective de transformer la CGT en syndicat de cogestion et d'accompagnement. Des militants sont écartés, sans débat de fond, sans décision formelle et statutaire, sans respect du minimum de démocratie syndicale dont la CGT se gargarise tant.

La fédération CGT de la Construction remet en cause l'élection de délégués CGT chez Forclum, une boîte du BTP en Rhône-Alpes. Après avoir essayé vainement de chercher appui auprès de l'UD, la fédé Construction s'est alliée à la direction de la boîte pour faire annuler les élections professionnelles alors que la section syndicale continue à vivre et à faire son boulot.

Dans le Val-de-Marne, de manière totalement unilatérale, autoritaire et bureaucratique, et sans aucun débat ni consultation, la secrétaire générale de l'union départementale a décidé d'écarter 6 membres sur 12 de la coordination de l'UD élue au dernier congrès. Et ce au prétexte de « désaccords répétés » et sous la forme de courrier recommandé avec accusé de réception… L'un des « écartés », salarié de cette UD, se retrouve même licencié. Comme le déclare l'UD : « Sa présence au sein de l'organisation nuit gravement à la santé de la CGT dans l'UD. Cela ne peut plus durer et je souhaite remettre à disposition de sa fédération le camarade concerné. Il ne peut continuer à diriger, à être salarié de l'UD et de la combattre en son sein. » En Côte-d'Or, alors que le secrétaire général de l'union départementale CGT de ce département déclare « Faisons-nous vraiment de la démocratie le levier de notre activité ? », 13 conseillers du salarié aux Prud'hommes viennent purement et simplement d'être dégagés sans autre forme de procès, après des décennies de travail auprès des salariés, et manifestement également pour des raisons d'orientation.

Il s'agit là de manœuvres dans l'appareil. Le 49e congrès de la CGT (en décembre à Nantes) se rapproche et n'intéresse vraiment pas grand monde. On a un peu le sentiment que c'est tellement loin des préoccupations que ça ne vaut pas la peine d'en parler. Pour ceux que ça intéresserait, le bilan des protestations sur la représentativité est sur le site <ouvalacgt.overblog.com> : journées d'action bidon, tout semble plié d'avance. Et quand bien même certains voudraient participer à la discussion, on ne voit pas très bien comment les avis divergents seraient pris en compte… Pourtant ce congrès se prépare dans les instances, accompagné d'une normalisation rapide, avec mise à l'écart des empêcheurs de penser en rond, dans le plus pur style stalinien.

Je vous le dis, le travail et les patrons d'un côté, les bureaucrates de l'autre, ce n'est pas facile tous les jours

Jean-Pierre Levaray

Au nom du père et du fils

Grosso modo, et pour faire court, il y a deux types d'enfants gâtés. Ceux issus des familles riches et ceux issus des familles pauvres. Et les mêmes causes reproduisant nécessairement les mêmes effets, mais à des amplitudes différentes, la petite aventure de Jean Sarkozy, dont tout le monde parle dans le landerneau-qui-n'a-que-ça-à-faire, illustre bien les dégâts collatéraux d'une éducation sans coup de pied au cul. Lui, le Jeannot, il vient d'une famille riche. Les autres peuvent toujours faire des caprices et regarder les jouets dans la vitrine. On s'en tape le coquillard avec des queues de sardines.

Mais que ce soit lui ou un autre, d'ailleurs, n'a aucune espèce d'importance. C'est le principe qui est remarquable. Le principe ou plutôt les principes qui font que le pouvoir est le pouvoir, l'autoritarisme est l'autoritarisme. À quoi donc pourraient bien servir les richesses si ce n'est pour se vautrer dedans ? Pourquoi ne pas se les accaparer alors que la loi le permet ? Pourquoi ne pas jouir de puissance et des privilèges sans le montrer ostensiblement ? Pourquoi se gêner après tout, du style « J'ai réussi et je vous emmerde » ou plus poliment « Si j'ai réussi, tout le monde peut y arriver ! ». Les vieux plans éminence grise et que je te tire les ficelles dans l'ombre et qu'un cerveau tapi dans l'ombre et un bras armé sont à l'affût pour les bons conseils, tous ces concepts on fait long feu. On a le pognon, on a la force, on fait ce qu'on veut. N'en v'là des manières de bourrins parfaitement efficaces, des manières qui puent certes, mais des manières redoutables. L'élection légale et parfaitement bidon du Jean-Jean est on ne peut plus logique. Cette élection à la soviétique ou bien à l'africaine, comme on voudra, est pourrie, dégueulasse, crapuleuse, malsaine, truquée, fétide, tout ce qu'on veut mais parfaitement logique. Voilà une dynastie dont la seule préoccupation est de garder la main sur le Trésor, en faire profiter quelques vassaux serviles et surtout ne lâcher sur rien et continuer de prospérer. Que ce soit le fils Sarko, le fils Lagardère, le fils Bouygues ou le fils Giscard d'Estaing, leurs carrières sont faites sur mesure, tous sont nés avec une cuiller en argent dans la bouche et leurs pauvres destinées dans cette vallée de larmes sont tracées dès les premières couches-culottes, il leur suffit juste d'ânonner leur nom de famille auprès de la standardiste et ça fait la rue Michel. (Pour faire dans la provocation, on peut dès lors admirer le geste de Staline qui, en son temps, avait refusé d'échanger son fils prisonnier de l'armée allemande contre un maréchal ennemi attrapé pendant la bataille de Stalingrad. Mais peut-être que le fils en question était bon à nib.)

M'enfin, et comme l'avait prévu en d'autres temps pour d'autres raisons ce bon bougre de Siné à propos de Junior : il ira loin ce petit ! Bien vu. Les seuls qui ont eu de l'humour sur ce coup-là ont été, pour une fois, les Jeunes Socialistes. Comme quoi il ne suffit pas d'être bien nombreux pour savoir rigoler un peu. En effet, ils ont lancé une procédure, parfaitement légale, d'adoption auprès de Nicolas Sarkozy pour eux aussi devenir individuellement fils de… et devenir prébendiers à leur tour. Plutôt drôle sur ce coup-là. Voilà une façon de prendre un peu de recul. Mais enfin bref on n'est pas là non plus pour leur servir la soupe à ces asticots qui aimeraient tant prendre la place des autres. Le seul regret qu'on puisse avoir c'est, que je sache, de ne pas avoir eu l'idée les premiers.

Dans le même genre je fais ce que je veux, les préfets de la République, directement nommés, eux, par le ministre de l'Intérieur, vont dans pas longtemps nous réserver un happening social comme, et nous ne le savions pas, ils en ont le secret. Ça commence à réfléchir chez ces enfants gâtés, eux aussi. Représentants du pouvoir dans les départements ou les régions. Quelques rencontres fugaces, quelques rendez-vous furtifs. Ça sent la conspiration. On leur a suggéré une rémunération au mérite. Impensable. Ces super-agents de l'État ont tout pouvoir dans leurs féodalités. Et comme ils le disent dans *Le Monde* : « Si l'information sociale et économique reste assurée et permet de prévenir des mouvements sociaux en amont, l'information du préfet dans les domaines politiques et sur la connaissance des personnalités du département apparaît lacunaire. » Ils semblent regretter les RG : ça tombe bien, pas nous…

Émile Vanhecke

La valse des référendums

Donc l'Irlande a dit oui. Moins de quatorze mois après avoir dit non, les habitants de la verte Eirin ont-ils vraiment changé d'opinion ? La crise est passée par là. L'Irlande avait libéralisé au maximum et en avait récolté les fruits. L'effondrement financier mondial a ramené le balancier brutalement dans l'autre sens. Devant la montée brutale du chômage, les Irlandais ont cru qu'en votant « Oui », ils choisiraient la sécurité dans la communauté européenne.

Le dernier obstacle pour l'appareil européen est un homme, le président tchèque Vaclav Klaus, qui incarne à ses propres yeux le dernier rempart du libéralisme économique. En disant non au traité de Lisbonne, il pense s'opposer à la mise en place du dirigisme bureaucratique de Bruxelles qui n'est pas, pour lui, sans rappeler le fonctionnement de feu l'URSS.

Mais pourquoi ces traités ?

C'est la question que l'on peut se poser. Depuis le traité de Rome en 1957, qui marque la naissance de l'Europe en tant qu'entité administrative, il y en a eu toute une série, une dizaine, connus sous le nom de la ville où ils furent signés. Le plus célèbre est celui de Maastricht puisque c'est à cette occasion que fut décidée la création de l'Euro. Les uns modifiant les autres, tous ont besoin d'être légitimés d'une façon ou d'une autre par référendum ou par vote parlementaire. C'est la seule justification à laquelle ils peuvent prétendre car ils ne sont en aucune manière la résultante d'une exigence populaire. Les textes proposés à la ratification sont d'une telle complexité qu'ils ne peuvent être lus et compris que par des juristes spécialisés dans le droit européen.

Ce qui motive au départ les hommes comme les quelques femmes qui mettent en route la mécanique, c'est l'espérance qu'il n'y aura plus de guerre sur le territoire européen d'une part, et la volonté d'échapper à la tenaille américano-russe de la guerre froide, d'autre part. Cette volonté honorable rencontre les intérêts du capitalisme qui a besoin pour se reconstruire de limiter le plus possible l'influence des frontières sur la circulation des marchandises. Ce sera, en 1951, six ans après la fin de la guerre, la signature du traité dit Charbon-Acier, qui annonce la réconciliation franco-allemande. D'une façon et d'une autre, le traité de Lisbonne est porteur d'une dimension humaniste – les Européens sont frères – et d'une dimension économique – ils doivent suer tous ensemble au profit des capitalistes.

Si la première raison nous est sympathique, c'est la deuxième qui explique l'obstination des principaux pouvoirs européens à faire approuver ce traité en utilisant tous les modes de pression possibles. Personne ne doit échapper au grand marché. Pourtant certains n'en veulent pas.

Les oppositions au traité

Nous avons tous en mémoire le refus référendaire français. Que d'exultations, que de bravos, que de spéculations vengeresses s'étaient exprimés à cette occasion. Nous avons bien vu par la suite ce qu'il en fut. A-t-on pour autant décortiqué les raisons du refus ? Non, pas plus qu'on ne le fait avec les oppositions actuelles. Si l'on trouve en Irlande l'appel des compagnons libertaires à voter « Non » – puisque c'est « un traité pour les riches » –, on y trouve aussi ceux qui s'y opposent car ils craignent la légalisation de l'avortement, là comme en Pologne. La montée en puissance des conservateurs britanniques se fait aussi contre l'Europe dont ils craignent que la bien timide Charte des droits fondamentaux ne viennent remettre en cause leur législation du travail. Malgré tout cela, la machine étatique européenne tourne.

Vers quelle Europe va-t-on ?

L'histoire européenne est en tant que telle une « *success story* ». En cinquante ans elle est passée de 5 membres à 27. Trois pays supplémentaires frappent à la porte. Parmi toutes ces nations, 16 d'entre elles font partie de la zone euro et ainsi elles forment un pôle économico-politique très envié pour sa stabilité en cette période de crise financière. En corrélation avec cela, les classes politiques nationales donnent l'impression d'aller à reculons vers leur propre fin. De plus en plus souvent, le Parlement de Bruxelles-Strasbourg donne le ton. Autour de lui comme de la Commission européenne, comme autour des autres institutions, une nouvelle classe politico-technocratique est en cours de formation. Cela va entraîner d'inévitables conflits de concurrence. Les élus locaux vont être de plus en plus pris entre, d'un côté, la « légitimité » des traités, donc de leur application, et de l'autre les intérêts directs de leurs électeurs. Cette contradiction entraînera sans doute des replis identitaires comme on peut déjà en voir vis-à-vis des Roms, que ce soit en Roumanie ou en Hongrie.

Nous assistons donc à la mise en place d'un super-État en même temps qu'au laminage des nationalismes. Nous revendiquons la libre circulation de tout un chacun ; en même temps le patronat rêve d'une main-d'œuvre sans attache et sans protection. À nous d'utiliser ces ouvertures pour nouer des contacts avec nos compagnons des autres pays, ils ne nous sont pas étrangers.

Pierre Sommermeyer

La « votation »

ou l'illusion démocratique

Pourtant tout y est, la juste cause (défense du service public), la mobilisation du ban et de l'arrière-ban de la « gauche » (autrement dit la fameuse Union) – même celle qui, une fois au pouvoir, privatise sans états d'âme –, les urnes, la propagande, une participation, pas ridicule dans le contexte actuel et avec les moyens à disposition. Pourtant, malgré tout cela, ce sera, à n'en pas douter, un « coup d'épée dans l'eau ».

Conflit de « légitimités »

Organiser un vote, une consultation, un référendum, en dehors du cadre de la loi, en marge des institutions officielles est incontestablement un défi lancé au pouvoir en place.

Alors, de deux choses l'une : ou bien le pouvoir est illégitime, et dans ce cas cette « votation » prend tout son sens et peut se draper d'une légitimité qui manque à celui-ci ; ou bien, ce pouvoir est légitime et dans ce cas c'est cette votation qui est marquée du sceau de l'illégitimité.

Or, à ce que l'on sache, toutes les forces politiques et syndicales à l'initiative de cette votation ne tiennent pas pour illégitime le pouvoir en place. Sans partager ses conceptions, ses méthodes, sa philosophie, elles le reconnaissent comme légitime, représentant la « volonté du peuple ».

Le pouvoir a donc beau jeu de tourner en dérision cette action et de la qualifier d'illégitime, d'illégale et même d'antidémocratique… Et il a formellement raison.

Doit-il tenir compte de cette consultation ? Rien ne l'y oblige… Il peut la considérer – ce qui est d'ailleurs le cas – comme nulle et non avenue, et ce d'autant plus que, perfidement, il nie, contre toute évidence, que son objet n'a pas de sens : « Loin de lui l'idée de privatiser. »

Il ment bien sûr, comme il a menti pour les autres services publics, mais il a les moyens du mensonge, il a le pouvoir légitime.

Notons au passage l'attitude non moins faux-cul du Parti socialiste qui s'est « opportunistement » associé à cette opération. Quelle aurait été son attitude si, quand il était au pouvoir et qu'il privatisait (sans le dire comme le gouvernement actuel), une telle action avait été entreprise ? Y aurait-il participé ?

Le « référendum boomerang »

Le référendum, souhaité par les organisateurs de la votation, est en apparence une consultation tout ce qu'il y a de simple et de démocratique. C'est d'ailleurs au nom de ces qualités qu'ils ont agi. Et pourtant !

Imaginons un instant que les partisans du « rétablissement de la peine de mort » organisent une votation pour que la guillotine reprenne du service.

Formellement, les tenants de la votation pour La Poste n'ont rien à dire contre cette procédure… et pour cause !

Imaginons alors que la consultation donne une majorité « pour le rétablissement », ce qui, reconnaissons-le, est loin d'être irréaliste…, surtout si un fait divers sordide précède la consultation.

Question : ceux-là même qui organisent la votation sur La Poste auront-ils le même enthousiasme pour qu'un vrai référendum sur le « rétablissement de la peine de mort » soit officiellement organisé ? La réponse ne fait évidemment aucun doute.

Alors ? Le procédé de la votation serait correct ou non correct en fonction du contenu de la question posée ? Si oui, curieuse conception de ce que l'on entend par « volonté populaire » !

On voit là qu'il y a quelque chose de gênant qui relativise largement le recours à une telle pratique.

Pour conclure

Même fondée sur les meilleures intentions du monde, dans le cadre d'un système qui se dit démocratique – et qui est reconnu comme tel par la majorité –, la votation est un acte de désespérance militante (un de plus !) qui donne l'illusion de la force et de l'unité… Stratégiquement et tactiquement nulle, elle traîne des contradictions difficilement surpassables. Elle est une démonstration militante d'organisations qui ne savent plus quoi inventer pour exister et montrer qu'elles ont encore pris sur la réalité. Que restera-t-il finalement de cette opération dans quelques semaines ? Rien, ou plutôt si, une nouvelle vague d'amertume et de déception.

Quant au référendum espéré, il est en fait une arme à double tranchant dans le cadre d'un système politique pervers, pseudo-démocratique et fondé sur le mensonge et la manipulation de masse. Il peut aboutir au meilleur comme au pire.

Ce n'est pas avec de tels moyens, stratégiquement et même tactiquement dérisoires, que l'on va mettre à mal le système marchand. De plus, mobiliser sur de telles actions, c'est faire preuve d'impuissance au regard du pouvoir et entretenir, une fois encore, l'illusion de l'efficacité politique… C'est du même acabit que les « grandes manifestations » qui battent vainement le pavé.

Devait-on finalement procéder à cette votation ? Oui, pourquoi pas ! Si c'est un moyen de doper le moral des militants. Mais là n'est pas la vraie question.

La vraie question est : quelle est la valeur stratégique d'une telle opération ?

Et la réponse est claire et nous sera fournie par la suite : elle est nulle.

S'il s'agit de faire du marketing politique pour certaines organisations politiques et syndicales, alors, c'est certainement réussi.

Si c'est une opération à vocation de déstabilisation du gouvernement, voire du système, alors c'est raté. En effet, qui peut croire sérieusement que ce gouvernement va obtempérer et organiser la consultation demandée ? Le croire c'est de la naïveté, le faire croire, de la manipulation.

Patrick Mignard

Le jury du carnaval d'Oslo se lâche

Obama prix Nobel de la paix 2009

Selon les clauses testamentaires de feu Alfred Nobel, le doux inventeur de la dynamite, son prix éponyme de la paix devra récompenser « la personnalité ayant le plus ou le mieux contribué au rapprochement des peuples, à la suppression ou à la réduction des armées permanentes, à la réunion et à la propagation des progrès pour la paix ».

Le hic est que le jury chargé d'exécuter les volontés posthumes de ce grand bienfaiteur de l'humanité, en l'occurrence un comité nommé par le Parlement norvégien, possède une tendance chronique à stimuler sa réflexion à grandes lampées de brennevin (eau-de-vie nationale). Bof, pas de quoi titrer « scandale chez les Scandinaves », car si ces gugusses ont fait très fjord en attribuant le prix 2009 à Barack Obama, par le passé leurs cogitations éthyliques aboutirent à des résultats au moins aussi grotesques. Parmi les preux chevaliers de la paix nobélisés à Oslo (de vie), citons par exemple Henry Kissinger, Shimon Peres, Anouar el Sadate, Menahem Begin.

Puisant dans le vase ébréché contenant les dix citations latines qu'ils sortent à l'occasion, nonobstant son imputrescible cynisme, les jurés en chérissent une tout particulièrement *Si vis pacem para bellum* (Si tu veux la paix prépare la guerre).

Frater Obama, un pied dans le rôle du prêcheur resservant avec des accents prophétiques le Sermon sur la montagne, l'autre dans celui du « pragmatique à toute épreuve car sa fonction l'y oblige », excelle dans la réalisation de ce grand écart furieusement imbibé de schizophrénie. Le jury a loué Obama « pour ses efforts en faveur du renforcement de la diplomatie et de la coopération internationale entre les peuples », fort bien. Mais le revers de la médaille est beaucoup moins reluisant. Peut-on le démontrer ? Yes we can ! Le budget de la défense des États-Unis n'a jamais été aussi élevé dans la courte mais tumultueuse histoire de ce pays. Il est passé de 606,4 milliards de dollars sous Bush en fin 2008 à 680 milliards de la même monnaie sous Obama. Conséquence de quoi, l'industrie de la guerre et de la mort avale 75 millions de dollars par heure. Ce Mississipi de dollars permet à la première puissance impériale du monde de rester le plus gros fabricant d'armes de toutes sortes et de caracoler en tête des nations choyant ce type de commerce à l'exportation.

Certes, nous entendons les objections de tous les ceusses (pas uniquement des laudateurs) estimant que, d'espoirs démesurés, il ne faut pas charger outrageusement le premier des ânes démocrates. Barack Obama ayant investi les écuries de la Maison Blanche depuis seulement dix mois, ceci expliquerait qu'il n'ait pas eu le temps d'extraire tout le fumier produit par l'éléphant de guerre Bush, dernier occupant des lieux. La fable est belle, mais ce n'est qu'une fable.

Tant pis pour les adeptes du « il ne faut pas désespérer les assoiffés de paix du monde entier », mais, hormis ses discours parfumés à l'eau de rose et au jasmin, les décisions de Barack Obama et de l'administration qu'il dirige ne plaident guère en sa faveur.

Le retrait des troupes américaines en Irak se fait au compte-goutte. Pis encore, une vaste supercherie annule largement ce désengagement… partiel. En effet, des sociétés de sécurité privées (des chiens de guerre, dit plus simplement) prennent le relais. Au final, une grande partie des *boys* ayant ravagé l'Irak sera déployée en… Afghanistan.

Au sujet du pays que nous venons de citer en dernier, le *Washington Post* vient de révéler que Barack Obama a décidé d'y envoyer 13 000 soldats supplémentaires en plus des 21 000 renforts annoncés en mars. Le général McChrystal, jamais rassasié, en réclame 40 000 autres. Sans grand risque nous prenons le pari que son désir sera bientôt exaucé.

Le bagne de Guantanamo a-t-il été démantelé ? Non, il croupit dans les promesses de campagne de l'ancien candidat Obama. Peut-être le sera-t-il en 2010 ? Changeons de continent. Au rayon des certitudes, la base de Bagram en Afghanistan sera toujours parcourue par les hurlements des prisonniers soumis à la torture.

Le Conseil de sécurité de l'Onu, s'appuyant sur le rapport Goldstone, traduira-t-il les maîtres de l'opération « Plomb durci » qui ravagea la Bande de Gaza en 2008 devant la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre ? Non. Les États-Unis continueront encore et toujours de couvrir les sanglants agissements des bouchers qui dirigent l'État hébreu.

Nous pourrions continuer d'énumérer, la voix pleine d'indignation, les conséquences de la *pax americana* revue et corrigée par Obama, mais, comme le prix Nobel de rhétorique n'existe pas et qu'en sus nous conchions tous les hochets grotesques de ce type, nous nous abstiendrons de le faire.

Obama s'est méthodiquement prêté au jeu qui a consisté à renforcer son image de colombe, d'où les ricanements à peine rentrés des faucons avec qui il a passé contrat et, symétriquement, les pitoyables prosternations des adorateurs de l'icône qu'il est devenu à leurs yeux.

Voilà l'histoire en mouvement d'un mec beau et intelligent à la fois. Hélas pour lui, et surtout pour la majorité des habitants de la planète, à force de jouer au prophète, Obama a fini par se persuader qu'il en était un. Le résultat est horrifique. Mais qui sait, peut-être reviendrait-il à la raison si des millions de fausses brebis menaçaient de le fesser avec un… rameau d'olivier ?

Alen Somiador

Témoignage sur un témoignage

Jacques Jedwab

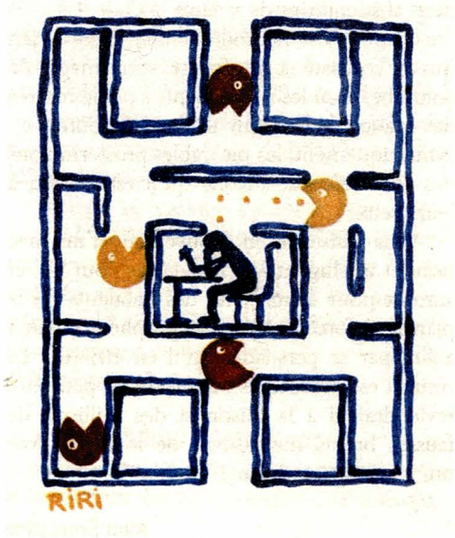
Psychologue clinicien, psychanalyste

On ne sait pourquoi, mais il arrive que ça change. Quelque chose grippe, quelque chose désobéit. Ou quelqu'un. Peu de choses, peu de gens en vérité, mais cette résistance illumine, comme un éclair, le paysage et permet de voir à travers lui.

J'ai rencontré Erwan Redon dans le courant de l'année. Il avait dans sa classe un enfant que je recevais au CMPP. Cet enfant participait à la classe mais ne pouvait rien produire, et se détournait dès qu'il s'agissait d'écrire. Nous nous sommes rencontrés deux trois fois à l'heure du repas, pour parler ensemble. Erwan m'a demandé de témoigner en sa faveur devant la commission de l'inspection d'académie qui le menaçait d'une sanction.

J'ai accepté de le faire, avec l'accord de l'enfant et de sa famille. J'aurais accepté pour n'importe quel enseignant qui aurait été poursuivi à cause de la pédagogie qu'il professe, quand j'ai les preuves évidentes du bien-fondé de son travail dans un cas que je connais. Pourtant, dans l'affaire d'Erwan, il y avait quelque chose de plus, une émotion particulière liée à la qualité de sa présence et de sa conviction d'être au service des enfants. J'y reviendrai : des enfants et non des élèves.

Je suis allé deux fois comme témoin à l'inspection d'académie, boulevard Nedelec, à Marseille. La première fois, ce fut relativement bref. Comme témoin je suis resté à attendre à l'accueil de l'inspection. Nous étions une douzaine, plusieurs parents d'élèves, dont la mère de l'enfant en question, plusieurs enseignants militants d'une pédagogie ouverte, dont un inspecteur. Nous avons fait connaissance, un peu réservés, plaisantant de tout et de rien, écoutant les bruits de la rue venus de la manifestation de soutien à Erwan Redon. Cela dura deux ou trois heures puis la commission fut arrêtée tant les erreurs de procédure étaient énormes. Nous n'avions pas témoigné. Nous sommes sortis. Nous étions en juillet, il faisait beau, nous sommes partis en vacances.



Nous avons remis ça en septembre. Cette fois-ci nous sommes rentrés à 15 heures. En juillet, la commission avait débuté le matin. J'avais repéré, la première fois, qu'il y avait des tables, et je me suis installé d'entrée pour pouvoir lire et écrire. Passer le temps.

Le groupe qui assistait Erwan est parti avec lui dans un couloir dissimulé par une porte à battants. Ils étaient concentrés, nerveux. Il y avait maintenant une avocate avec eux. La partie adverse est passée elle aussi, un groupe d'inspecteurs « uniformés » d'un costume gris, cravatés comme des cadres anonymes d'une quelconque société anonyme. Ou d'une banque, oui c'est ça, d'une banque, un look banquier. Les banquiers gris de la République. Je me souviens qu'il y avait une femme parmi eux, en rouge peut-être et un grand barbu souriant, sympathique, qui portait son uniforme de façon relâchée, à la sudiste.

Brefs glissements de coups d'œil sur nous, puis le regard se perd vers la ligne grise du devoir.

Donc nous attendons à l'accueil, nous prenons nos aises, et il n'y en a pas pour tout le monde. Sur ma table il y a un ordinateur inamovible et tout ce qui va avec. Mais enfin on nous a apporté de petites bouteilles d'eau. Il y a des fauteuils de salle d'attente, une porte extérieure que nous pouvons franchir, mais personne ne peut venir nous voir. Nous pouvons aller fumer ou faire quelque pas sur le parking et regarder dans la rue. Il y a aussi des chiottes à doubles portes, « Femmes » et « Handicapés ». J'ai eu l'occasion d'utiliser les deux ; chez les femmes la cuvette avait une dimension d'école primaire, chez les handicapés l'éclairage était couplé à une minuterie inquiétante. Tout l'art du mépris, comme Dieu, gît dans le détail.

Faut dire qu'on est restés un brave moment, comme on dit chez moi. De 3 heures de l'après-midi à 1 heure du matin : dix heures. Nous sommes restés là dans un inconfort total, sans que personne ne s'avise de nous faire parvenir quelque chose à manger, ni ne vienne nous demander si nous n'avions besoin de rien. Les témoins de la partie adverse ont eu droit à une salle pour eux, séparés de nous. Pourtant, comme eux, nous étions là pour permettre à la commission disciplinaire de statuer en toute connaissance et conscience.

J'avais envisagé une journée d'attente, croyant que j'allais lire, écrire, vivre seul dans le groupe. Mais ce groupe s'est imposé, un groupe énergique et courageux de femmes et d'hommes résolus, tenus par la conviction de la qualité d'un homme et de son enseignement. Ces femmes étaient des mères de familles, des enseignantes collègues d'Erwan. Certains hommes venaient de loin. Seul, je crois, le père d'un enfant qui avait eu Erwan comme moniteur de voile et moi étions marseillais. Les conversations à deux ou trois des premières heures ont cessé, et c'est une conversation multiple, un brouhaha joyeux et las qui a pris le relais.

Après 17 heures, des chants et des cris nous sont venus de la rue. La manifestation de soutien tentait de se faire entendre dans l'enceinte. Par une fenêtre ouverte des W.-C., nous entendions les chants révolutionnaires et les slogans. Par la porte vitrée et la façade, nous pouvions voir les amis, les banderoles. Nous pouvions sortir pour aller leur parler, mais ces sorties avaient quelque chose de difficile. Parce que ce que nous vivions dans cette attente, la concentration qui nous tendait rendait la rencontre avec les autres difficile.

Nous étions pris par ce qui se passait à quelques mètres de nous dans la salle où siégeait la commission, où nous serions appelés à venir parler à un moment ou un autre. De cette salle fusait parfois un cri, ou un éclat de rire, dont le sens nous échappait, mais qui

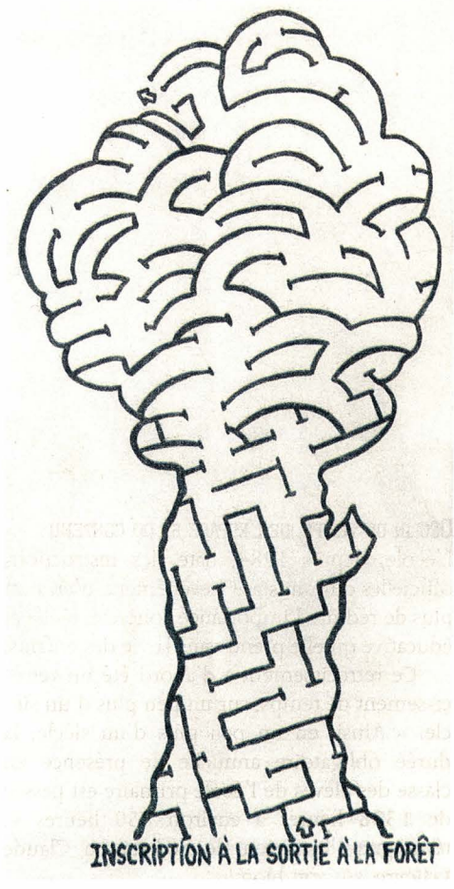
renforçaient la tension de l'attente. Parfois l'un ou l'autre sortait, pour aller au W.-C., accompagné par un appariteur, de toute façon inaccessible.

Sur un carnet, j'ai écrit ceci : « Nous sommes dans la salle d'accueil de l'inspection d'académie depuis trois heures. Nous voyons ce qui se passe dehors mais on ne nous voit pas. De la fenêtre des toilettes, ouverte, nous entendons les chants révolutionnaires anciens que chante une chorale. Les conversations enjouées ont cessé. Nous écoutons tous. Les chants nous ont envahis, chassant notre vivacité. Nous reposons, nous sommes brisés par l'attente. Rien ne fuit depuis le cri, cela peut durer longtemps. C'est l'ordre de l'institution qui, de toute façon, est vainqueur, parce qu'il impose son temps, et que tous s'y soumettent. C'est étrange, un chant s'ébauche et s'arrête, des voix. Les chants vont s'arrêter nous serons entre nous. Comme l'extérieur existe à l'intérieur. »

Nous avons attendu la fin de la journée et la levée du jeûne du Ramadan pour manger quelque chose, signe de la solidarité qui s'était installée dans le groupe où deux mères jeûnaient. Leurs enfants vinrent les rejoindre, pour que les pères qui les gardaient puissent aller prier.

Avec la nuit, nous nous sommes détendus. Alors que le jour durant, les employés de l'inspection d'académie nous jetaient un regard furtif et froncé avant de gagner les étages au plus vite – l'une d'entre eux jugea bon de fermer la fenêtre par où parvenaient les cris et les chants – et que l'employée de garde veillait à ce que nul ne pénètre, le hall devint le lieu de vie du bâtiment. L'employée se mit à sourire dans sa fatigue et la concierge, qui vit seule à l'étage, vint nous rejoindre pour une nuit blanche (elle devait faire le ménage vers 6 heures) et fit semblant de mourir de peur quand je lui parlais du fantôme que j'avais croisé dans l'escalier. Il y avait un joyeux brouhaha et les avions en papier volaient aux quatre coins du hall, dans le désordre et les boîtes grasses de pizzas, quand on en vint enfin à nos témoignages.

Les mères et pères des enfants dont Erwan avait été le maître furent appelés les premiers.



Les femmes partirent l'angoisse au cœur mais résolues, et comme dit l'une d'elles : « Ils ont vu qui je suis, une tigresse. »

Une autre, qui était entrée voilée et digne, sortit en disant : « Je leur ai dit que depuis dix ans que je suis en France, Erwan Redon était le premier vrai français que j'ai rencontré », déclaration sublime qui me mit entre les larmes d'émotion et le rire. On parlera longtemps encore de la défiance que les immigrés vouent à la France. Il faut maintenant rectifier, non à la France, mais à ceux des Français qui la trahissent.

Mon tour vint, après la mère de l'enfant que je connais. Je me suis efforcé de parler clairement, de regarder les inspecteurs, de dire ce que j'avais à dire malgré la fatigue, et d'échapper au piège de croire que le sort de la commission dépendait de mon témoignage. J'ai dit ce qui me tenait le plus à cœur : qu'Erwan s'adressait à des enfants, pas à des élèves.

Je n'ai pas parlé – je n'étais pas là pour faire la leçon – de ce que j'avais sur le cœur, les conclusions des inspecteurs qui chargeaient Erwan. Pour le dire en deux mots, il émanait de ces textes une conception « ménagère », terme englobant le ménage, le management et la ménagerie, de la tâche enseignante. On lui reprochait des souillures, du désordre, rien qui ne soit d'ordre pédagogique, mais ce qu'on reprochait à Erwan était clair : de ne pas savoir mater, dompter les gosses. Ce que trahissaient avant tout ces pauvres écrits était la haine de l'enfance réelle, celle qui vit, celle qu'on veut transformer en élève ou plutôt en « rabaisse » ou en rabais.

Comment ne pas se rendre compte de ce sur quoi ne peut manquer de déboucher un tel mélange de peur et de défiance : une pédophilie institutionnelle, un rapport à l'enfance foncièrement faussé.

Erwan ne pouvait sortir sans sanction, tant l'ordre quasi religieux de l'institution scolaire ne peut aujourd'hui tolérer la moindre dissidence. J'ai préféré ne pas exprimer l'idée, venue en préparant mon témoignage, qu'une institution vraiment vivante est celle qui sait inclure ses marginaux. J'avais en tête le traitement que l'Église médiévale avait fait du cas François d'Assise.

Mais l'Éducation nationale, comme la plupart de nos institutions, est trop malade maintenant pour ne pas vouloir sauvegarder ses apparences et sa liturgie avant tout. La distance entre ceux qui pensent ou croient penser, et ce qui se passe dans la vie, ceux qui travaillent à la base, est trop grande pour que les oreilles des uns entendent les mots des autres. Seule la cérémonie compte.

Le corps des inspecteurs, mais aussi celui des syndicalistes, et même celui de la défense d'Erwan, qui mit trop longtemps à dénoncer la mascarade, étaient trop liés à la vie de l'institution pour qu'elle ne gagnât point.

Mais ce procès quelque peu inquisitorial m'a montré à quelle bête aux pieds d'argile nous avons affaire. Erwan a raison de dire que cette sanction, même bien inférieure à ce qu'on pouvait craindre de pire, est une injustice totale. Néanmoins, la lutte qu'il mène et que nous avons tous menée avec lui nous a apporté une force et un moment de solidarité inoubliables.

J. J.

De l'école à la mairie

Le pouvoir sur l'enfant déménage

Laurent Ott

Éducateur et enseignant, philosophe social, auteur de Rendre l'école aux enfants *(Fabert, 2009)*

Déclin du temps, de l'espace et du contenu

L'école, depuis 1984, date des instructions officielles du ministre Chevènement, n'en finit plus de réduire l'importance concrète, réelle et éducative qu'elle prend dans la vie des enfants.

Ce rétrécissement a d'abord été un rétrécissement de temps, sur un peu plus d'un siècle. « Ainsi, en un peu plus d'un siècle, la durée obligatoire annuelle de présence en classe des élèves de l'école primaire est passée de 1 338 heures à environ 850 heures », témoigne l'historien de l'éducation Claude Lelièvre, sur son blog [1].

On en connaît les instruments : découpe et harmonisation des temps de vacances entre différentes zones pour optimiser l'industrie du loisir et du tourisme, suppression de certains samedis matins, puis de tous avec l'instauration de la semaine de quatre jours.

Ainsi, comme le rappelle Hubert Montagner (spécialiste de chronobiologie), si la journée scolaire de l'élève français est la plus lourde et la plus infructueuse d'Europe, le nombre de jours par an, le temps passé à l'école sur une année sont au contraire parmi les plus faibles.

À qui profitent tant d'incohérences ? Certains enseignants, certains parents y trouveront de la vertu, à partir du moment où ils envisagent le problème depuis leur seul point de vue : pas celui de l'enfant !

Le rétrécissement temporel de l'école s'accompagne évidemment du déclin de la capacité de cette institution à concerner d'autres espaces que celui de ses bâtiments et de ses classes ; ainsi l'école, depuis les années 80, s'est repliée sur elle-même ; à coup de plans Vigipirates, elle a généré entre les établissements et le quartier des coupures et des frontières dont le franchissement ne peut plus être vécu que comme un drame ou un risque d'agression.

Le durcissement de la réglementation des sorties de proximité, y compris à la piscine, a réussi à faire quasiment disparaître les « sorties spontanées » ; tout doit être organisé, annoncé, autorisé, justifié en bonne et due forme. De plus, le directeur est tenu de demander des justificatifs pédagogiques pour l'inspecteur.

Les sorties plus lointaines ne sont pas épargnées non plus, du fait de leur coût, mais aussi d'une réglementation sécuritaire démesurée (qui porte sur la destination, l'encadrement, les moyens de transports, etc.). Elles sont devenues rares, chères, et le plus souvent tiennent lieu de récompense, d'événement de fin d'année et relèvent davantage de la consommation auprès d'organismes agréés et autorisés.

L'espace s'est bien entendu rétréci également à l'intérieur des écoles elles-mêmes ; le remplacement des cantines par des selfs s'est ainsi souvent traduit par une moindre place de chaque enfant (du fait d'une rotation plus soutenue) ; de même, la circulation des enfants dans les écoles élémentaires a été partout remise en cause, et soumise à de nombreuses restrictions.

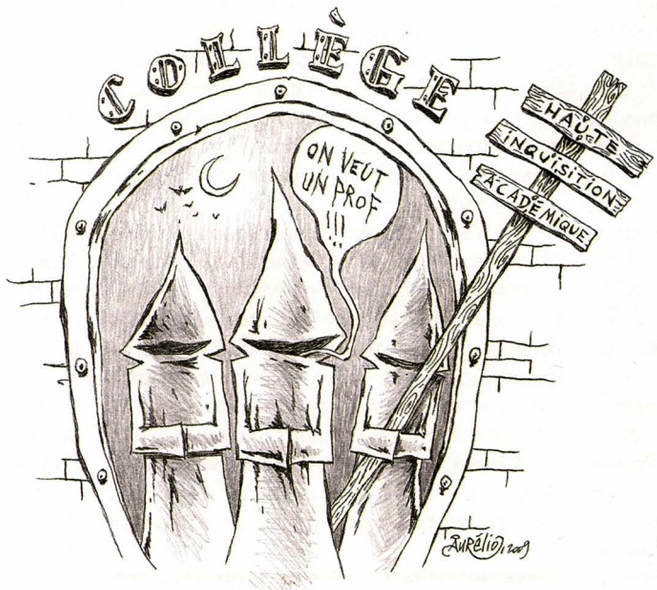
Il est devenu rare de voir des enfants circuler d'une salle à une autre pour leur travail ; dans de nombreuses écoles, il en est de même pour aller aux toilettes.

Dans la classe elle-même, si la pédagogie différenciée semble encore de mise, celle-ci

ne peut plus se dérouler que dans le « frontal » ; plus que jamais, les élèves français doivent rester assis, journée après journée. Les corps doivent être domestiqués !

La réduction du temps et de l'espace ne peut pas être sans effets sur les contenus ; quand on bouge moins, quand on a moins de temps, il ne reste plus de place que pour rabâcher quelques bases dans des « matières » forcément fondamentales.

La survalorisation des notions et compétences dites « de base » entraîne un double rétrécissement : moins de sport, moins de gym, tellement moins d'activités d'expression (qui, pour avoir lieu, doivent faire la preuve de leur intérêt pour soutenir… les matières fondamentales !). Ça, c'est le premier « rétrécissement de contenu » ; le second porte sur les méthodes : on est revenu cinquante ans en arrière ! Avec des ordinateurs, des programmes et de multiples moyens de mesurer les performances individuelles et de contrôler le travail de chacun (ça, c'est nouveau), on ressuscite l'école de 1930, avec le primat du par cœur, de l'exercice répétitif, systématique et du rabâchage.



Du déclin au contrôle

Bien entendu, il faut partout remplacer l'abandon par du contrôle ; c'est une règle qui a bien été comprise par Loïc Wacquand (*Punir les pauvres*, Agone, 2004), que l'abandon de la protection des individus, la déréglementation de services qui leur sont nécessaires doivent absolument s'accompagner d'une pression pénale et sécuritaire concomitante pour éviter tout risque d'explosion sociale, comme dans les banlieues en 2005 (voir L. Mucchielli *et al.*, *Quand les banlieues brûlent*, La Découverte, 2006 et 2007).

C'est ainsi qu'à l'école, depuis les années 90, se sont développés de multiples outils de détection, de suivi, d'évaluation des enfants et de leurs difficultés scolaires ou pour supporter la situation scolaire.

Cette nouvelle fonction de l'école, de prescription d'aides (qui ne se trouvent plus qu'à l'extérieur de l'école), de contrôle des élèves, de suivi des enfants et de leurs parents sous la forme de multiples contrats et programmes (programmes personnalisés de réussite et de progrès, par exemple) est devenue une activité aussi centrale que la dispensation des fameuses bases.

Si les possibilités d'apporter une aide scolaire aux élèves en difficulté sont partout en baisse, si la transformation des Gap à la fin des années 90 en Rased a marqué un reflux net des pratiques d'aide dans la classe et dans l'école (qui ne sont pas que des aides « disciplinaires »), la rentrée 2009, en redonnant aux classes ordinaires nombre de postes « spécialisés », marquera l'abandon de ce qui restait du soutien de l'enfant à l'école ; ne restera bientôt plus aux Rased que le suivi des contrats d'intégration et des contrats pédagogiques avec les familles, hors de toute relation directe et réelle avec l'enfant.

Qu'importe, le contrôle se portera encore davantage sur les tests et les évaluations ; même si la levée de boucliers, à travers le mouvement « Pas de zéro de conduite pour les enfants de moins de 6 ans », suite au rapport de l'Inserm, a ralenti l'introduction de tests prédictifs et autopassants (comme celui du « Dominique interactif »), d'autres attendent la première occasion pour se généraliser : ainsi en 2009, les cahiers d'évaluation CE1/6e contenaient-ils dans leurs premières versions des questions « psychosociales » qui n'ont finalement pas été remplies, suite à l'effroi des enseignants. Pour combien de temps encore ?

Ce que l'école abandonne comme terrain éducatif et qu'elle remplace par du suivi, des modulations d'exigence et du contrôle, la ville l'occupe.

Les compétences légales et les possibilités d'influence de la part des municipalités sur les actions sociales conduites sur leur commune sont aujourd'hui nombreuses et découlent d'une généalogie impressionnante de lois et de textes.

Cette influence considérable des municipalités, pour être prise en compte, doit pouvoir établir les modalités nombreuses par lesquelles elle passe.

Les municipalités agissent en premier lieu comme opérateurs directs de prestations et d'action sociale, à travers les CCAS. À ce titre, malgré quelques garde-fous, elles exercent des compétences incontournables en matière de logement, d'accès aux droits, auxquels s'ajoutent la gestion et la décision concernant les prestations non obligatoires.

En tant qu'employeurs et gestionnaires d'équipements, les municipalités exercent un contrôle indiscutable sur les dispositifs périscolaires, de loisirs, de garderie. À cela s'ajoute également, la plupart du temps, un pouvoir de gestion sur des équipements collectifs tels que crèches, maisons de retraite, etc.

C'est le même type de prérogatives qui met les municipalités en position décisionnelle d'attribution de marchés, de choix des opérateurs, des prestations, pour tout ce qui concerne les loisirs en dehors des structures, séjours, colonies de vacances.

En matière scolaire, les municipalités, propriétaires des équipements, responsables des investissements, des crédits de fonctionnement mais aussi des choix des prestataires pour tous les compléments indispensables de la scolarité, comme les divers intervenants sportifs, culturels, linguistiques, informatiques, artistiques, exercent un pouvoir considérable, parfois médié par des instances largement sous contrôle, comme le sont les caisses d'école.

On ne mesure jamais assez combien les municipalités détiennent la quasi-totalité des petits pouvoirs qui importent aux familles et aux enfants des villes, concernant leurs conditions de vie, de loisirs, d'éducation, au quotidien.

Une telle importance échappe souvent à l'observateur car elle est minorée par le fait qu'elle n'est en rien incontournable ou obligatoire. Rien n'empêche en effet une famille d'organiser et de financer elle-même ses propres loisirs, la garde ou la restauration de ses enfants, les vacances, les activités culturelles, sportives, de soutien scolaire, complètement en dehors des équipements municipaux.

Par contre, à l'opposé, il faut noter que les familles de milieu populaire dépendent quant à elles souvent complètement de cet échelon politique. L'écart est ici considérable et rarement mis en perspective.

À l'école, l'ancienne délimitation traditionnelle des zones d'influence de l'Éducation nationale et des municipalités, qui date de Jules Ferry, est largement dépassée ; certes, les municipalités n'exercent pas encore de pouvoir direct concernant les choix pédagogiques des écoles ou la gestion de leur personnel (ce pouvoir sera bien réel dans le cadre des EPLE), mais le pouvoir indirect est impressionnant et ne peut être ignoré par aucune équipe : choix ou refus de financer les activités indispensables mais non obligatoires des écoles en fonction de la qualité des relations, possibilité d'influencer sur les choix pédagogiques à travers les intervenants et les prestataires qui restent de la res-

ponsabilité unique des mairies, financement de dispositifs et de projets (au mieux en concertant des instances négociées avec l'Éducation nationale).

Pouvoir des villes sur la vie des pauvres

Cet accroissement constant de la zone décisionnelle et d'influence des municipalités sur l'ensemble des dispositifs et actions pédagogiques, éducatifs et sociaux de leur territoire s'est également appliqué à travers l'importance progressive d'instances dites de concertation et de négociation entre institutions et collectivités, qui exercent un large pouvoir : les CLSPD, les CUCS, les comités de gestion des politiques de réussite éducative sont aujourd'hui des instances incontournables de gestion, d'attribution, de répartition de fonds et de subventions dans lesquels les municipalités ont un rôle prépondérant.

Dans le domaine de l'action éducative et sociale, le rapprochement des décideurs en matière d'équipements et de dispositifs vis-à-vis « du terrain » a souvent été présenté comme un objectif souhaitable ; les municipalités représentent à la fois l'échelon et la collectivité les mieux à même de prendre en compte l'ensemble des réalités locales ; par ailleurs, les équipes municipales sont issues des urnes, ce qui représente un gage de démocratie.

Dans les faits, il en va souvent autrement ; on sait que les échelons décentralisés du pouvoir politique connaissent les mêmes limites que les échelons centralisés et mettent souvent en scène les mêmes défauts : manque de représentativité, défaut de participation concrète des habitants, absence de représentation de la diversité des opinions, non-représentation politique des étrangers, des mal logés, des enfants, etc., phénomènes de « féodalité », tout cela caractérise ainsi les modes de gestion politique de nombreuses villes.

Cette extension de la zone de pouvoir et d'influence des municipalités sur à peu près tous les éléments « vitaux » de la vie des familles que sont l'éducation, le logement, les loisirs, la culture, les modes de garde, est d'autant plus problématique qu'elle s'exerce essentiellement sur les milieux et les individus les plus fragiles.

Une autre source d'inquiétude provient également de la manière dont les élus peuvent percevoir ou traiter les problèmes sociaux. Dans les faits, l'action municipale est souvent marquée par un certain nombre de tendances qui proviennent du fait que les problèmes sont souvent perçus localement, en dehors de leur causalité ou de leur globalité.

Pour la politique municipale, les questions éducatives, sociales et politiques sont devenues le principal motif de débat politique, de divergences de programmes et de déclarations d'opinions ou d'intentions.

De ce fait, les choix politiques dans les modes de gestion, la création de prestations, dispositifs ou d'équipements répondent de plus en plus à des logiques d'annonce ou de communication de type politique dont les bulletins municipaux se font l'écho d'une façon continue.

Traitement idéologique de l'éducatif et du social

On peut relever un certain nombre de tendances qui découlent de cette perception « politicienne » des questions éducatives ou sociales, à l'échelon municipal.

Une certaine mise en concurrence des populations bénéficiaires ; on note que le choix de privilégier telle ou telle catégorie de la population à travers l'utilisation, le recours ou l'accès aux équipements gérés ou cogérés par les municipalités est devenu un véritable outil de communication politique ; nombre de municipalités mettent ainsi en avant une volonté de privilégier, par exemple, l'action auprès des personnes âgées, leur accompagnement, le nombre de prestations directes dont ce public peut être bénéficiaire ; certains bulletins municipaux, par exemple, égrènent des mesures ou événements qui ne sont destinés qu'à ce public.

De la même façon, certaines municipalités choisissent de ne parler des actions éducatives et sociales qu'en termes d'économies et mettent en avant des choix budgétaires limitatifs propres à faire baisser la fiscalité locale, ce qu'apprécient par exemple les propriétaires, parents d'enfants plus âgés et peu consommateurs des dispositifs éducatifs locaux.

À moyens constants, certaines villes choisissent de réorienter certains dispositifs sociaux ou locaux en direction de publics moins précaires ; certains centres sociaux développent ainsi des propositions d'activités qui conviennent davantage aux classes moyennes ; des choix réglementaires ou de tarification en matière de restauration scolaire, de garderie ou de loisirs peuvent également avoir un impact certain sur la fréquentation « sociologique » de ces équipements ; le refus de laisser accéder à ces structures les enfants de parents « sans activité » permet par exemple de mettre à l'écart ou de minorer l'importance démographique des familles les plus fragiles ; ces choix constituent, sans investissement, des outils de communication politique entre les élus et leur électorat plus privilégié.

L'effet d'annonce devient souvent plus recherché que l'impact réel des actions et dispositifs.

La logique du cas par cas constitue souvent une référence en matière d'action éducative et sociale pour les équipes municipales ; elles favorisent en effet le pouvoir direct des élus qui, dans certaines communes, imposent aux demandeurs d'aide et de soutien des entrevues préalables ou complémentaires aux demandes avec les élus concernés. Par ailleurs, la logique du cas par cas permet également de valoriser à moyens constants l'action municipale et d'asseoir l'autorité directe des élus.

Une valorisation des effets d'annonce : l'échelon municipal est souvent marqué par l'importance de l'effet d'annonce qui devient souvent plus recherché que l'impact réel des actions et dispositifs dans la vie des publics concernés. Dans cette logique, il devient plus intéressant de multiplier les actions visibles, ponctuelles, plutôt que de mettre en place des dispositifs peu visibles, plus longs et souvent pourtant socialement bien plus efficaces ; les nécessités de la communication politique découragent ainsi les objectifs éducatifs globaux et de long terme.

Une certaine tendance à la désinstitutionalisation des actions est également observable ; créer des postes de « médiateurs municipaux », d'adultes relais à l'identité officielle floue peut s'avérer, pour une ville, moins coûteux et beaucoup plus visible que l'investissement dans des équipements plus professionnels mais au fonctionnement plus complexe.

Pouvoir des maires, pouvoir de discrimination

Ainsi année après année, à travers la généalogie des réformes, des lois et des règlements, on voit poindre un pouvoir municipal inquiétant, extrêmement dirigé contre la jeunesse et les parents concernés.

La loi de 2007 sur la prévention de la délinquance a ainsi doté le maire du pouvoir d'instituer dans sa ville un conseil « des droits et des devoirs des familles », susceptible d'aboutir à des demandes directes de contrats de responsabilité parentale pour les parents jugés défaillants ou dont les enfants sont jugés trop remuants.

De fait, les maires ont également énormément accru leurs pouvoirs judiciaires et de police, et peuvent dorénavant faire régner leur ordre à travers une police municipale de plus en plus armée et à l'abri des critiques sur son coût (du fait de l'incessant battage médiatique concernant l'insécurité).

Le logiciel « Bases Élèves » imposé dans les écoles va permettre aux maires d'obtenir l'application de cette loi qui fait d'eux les destinataires de toutes les informations concernant les enfants (et à travers eux des parents) de leur commune, en provenance des écoles ; la même loi fait déjà d'eux des destinataires, de droit, des informations confidentielles recueillies par les travailleurs sociaux.

Bien entendu, on pourrait aussi espérer que le territoire d'une commune se prêterait également à d'autres politiques de concertation avec la jeunesse et de développement des droits de l'enfant ; à l'évidence, c'est rarement le cas et on voit davantage avancer à visage découvert un pouvoir municipal pénalisant et menaçant pour les enfants et les familles pauvres.

L. O.

1. mediapart.fr/club/blog/claude-lelievre

Italie

Grève au SPX de Sala Baganza

Le SPX (Tecnotest) de Sala Baganza renvoie dans leurs foyers 47 travailleurs. Les malchanceux seront ceux qui participent à la production et aux magasins, les secteurs que la direction a décidé de transférer en Allemagne le 31 décembre prochain. Cela constitue une coupe de 30%. L'entreprise de Sala – une filiale d'une multinationale dont le siège social est aux États-Unis – produit et répare des appareils diagnostiques pour les automobiles.

La majorité des ventes ont eu lieu ces derniers mois seulement en faveur de « systèmes de famille » : l'accueil de Sala Baganza, produites et vendues aux autres usines du groupe, qui vendent ensuite à des prix abordables, produisant des chiffres d'affaires à nos dépens. Les 47 à 50 futurs chômeurs ont tous des contrats permanents et les perspectives pour les 100 autres employés de notre entreprise ne sont pas du tout roses. Le transfert de la production, en fait, compromet l'existence de l'entreprise de Sala Baganza.

Pourquoi s'installer en Allemagne où le coût du travail de production est en moyenne 30 % plus élevé ?

Pourquoi renvoyer chez eux 47 travailleurs sans que l'entreprise ne se trouve en perte ?

Pourquoi démanteler une entreprise qui a fait l'histoire de l'industrie et est encore en bonne santé et en bonne situation financière ?

Pourquoi faire faire le travail ailleurs et laisser des travailleurs compétents, avec de l'expérience, à la maison ?

Aujourd'hui, nous cherchons et nous voulons des réponses concrètes, pas politiques, avec du sens.

Aujourd'hui nous voulons des garanties pour 151 familles.

Une caisse de soutien contre le licenciement et le démantèlement de la production de Sala Baganza.

Nous sommes travailleurs et travailleuses de la SPX Italia, une entreprise d'ingénierie mécanique qui fabrique des machines et équipements pour l'industrie automobile et qui a toujours fait des profits. À partir de lundi 14 septembre, nous avons décidé de faire une grève qui durera longtemps contre l'intention de la multinationale américaine de retirer la production provenant de Sala Baganza et de la déménager en Allemagne , de licencier tout de suite une partie d'entre nous et par ce fait mettre en péril l'existence même de toute l'usine italienne. Nous avons organisé une occupation permanente de l'entreprise : jour et nuit.

Avec la lutte, nous voulons défendre l'occupation et le droit d'avoir une vie décente.

Mais le combat nous coûte cher, d'autant que nous avons l'intention de continuer la lutte tant que la société ne révisera pas sa position. Nous avons, comme beaucoup de travailleurs, des enfants et une famille et des salaires qui nous amènent déjà avec difficulté à la fin du mois; avec cette lutte ils seront à zéro.

Nous nous adressons à tous ceux qui ont à cœur la solidarité, le progrès et l'avenir.

Notre lutte parle aux hommes et aux femmes qui travaillent et qui aujourd'hui se battent pour défendre leurs emplois, à tous ceux qui risquent d'être précaires à vie, à tous ceux qui ont travaillé toute leur vie et luttent maintenant pour tenir jusqu'à la fin du mois.

Contribuez à défendre l'occupation et à soutenir les travailleurs en lutte ! Parce que la dignité n'a pas de prix.

Les travailleurs SPX en grève

Pour soutenir notre lutte : versement bancaire sur le compte courant adressé à Darecchio Stefania et Morini Antonio - Banco Posta - Parma.

IBAN IT 23 Y 07601 12700 000098722317

Autour du dernier cru des Éditions libertaires

Étant données les vives discussions suscitées par sa sortie, nous publions ci-dessous puis page suivante deux articles au sujet du livre *L'Impasse islamique* de Hamid Zanaz, paru aux Éditions libertaires (voir encadré en bas de la page 17).

La rédaction

À PEINE *L'IMPASSE ISLAMIQUE* édité par les Éditions libertaires avait-il reçu le prix Ni Dieu, Ni Maître au Salon du livre libertaire de Merlieux que la dispute en cours prenait une dimension publique avec la parution sur un blog d'une critique particulièrement violente. L'éditeur était accusé de faire cause commune avec Sarkozy et le Front national contre les travailleurs immigrés de culture musulmane en France. C'est une position que certains libertaires semblent avoir endossée par réflexe solidaire. Avant de crier haro sur ce livre, il faut le lire et tenter de le comprendre en sortant d'un point de vue franco-français.

Quel est le débat ?

Cet ouvrage peut effectivement apparaître comme une provocation à l'égard des populations immigrées de culture musulmane vivant, pour l'essentiel, dans les banlieues françaises. On peut alors prendre cet ouvrage comme véhiculant un anticléricalisme islamique primaire. Ce serait ne pas comprendre, essentiellement par manque d'intérêt pour le monde de l'islam, que l'auteur participe à un débat qui nous échappe, à nous de la sphère judéo-chrétienne, à savoir l'existence ou pas d'une possibilité de moderniser la religion musulmane.

Dans un hebdomadaire connu, un écrivain poète, Abdelwahab Meddeb, déclarait que lui et d'autres avec lui voulaient « moderniser l'islam face à ceux qui veulent islamiser la modernité ». Hamid Zanaz, auteur de *L'Impasse islamique*, affirme, preuves et textes à l'appui, que l'effort de modernisation est voué à l'échec. C'est cette thèse que je voudrais examiner de plus près, la discuter tant à partir de ce que je connais de la réalité du monde musulman que d'une comparaison avec le christianisme, religion qui semble s'être modernisée.

L'islam, une religion comme une autre ?

Pour tout adepte d'une religion, celle qu'il ou elle pratique est la seule valable. C'est le propre de toutes les religions monothéistes. La particularité de l'islam est d'être fondée sur la parole fixée d'un homme. Dans le cas du judaïsme comme du christianisme, le texte « sacré » est issu de la compilation d'écrits d'auteurs divers connus ou inconnus. L'autre particularité de l'islam est que son fondateur, Mahomet, a exercé à la fois un magistère spirituel et un pouvoir temporel. Après un certain nombre de batailles, il entre victorieux dans La Mecque et unifie l'Arabie. Ses successeurs immédiats vont conquérir le sud de la Méditerranée jusqu'en Espagne. L'unité du religieux et du temporel vont rendre difficile, si ce n'est impossible, toute contestation théologique. Il faudra un conflit de succession qui débouchera sur un massacre sans pitié au milieu des marais irakiens en 680 (quarante-deux ans après la mort du prophète) pour qu'un schisme se produise dans la communauté musulmane. C'est l'apparition des chiites, qui vont s'opposer aux sunnites jusqu'à aujourd'hui. Rapidement, la religion musulmane va conquérir des espaces bien éloignés de l'Arabie. Aujourd'hui, le pays musulman le plus peuplé est l'Indonésie avec 200 millions de confessants.

L'islam, une religion « modernisable » ?

Qu'est ce que cela veut bien dire, moderne ? Il semble que ce soit la façon dont les structures religieuses coexistent avec les structures étatiques. Nous savons que l'équilibre entre domaines religieux et publique est plus que fragile et n'existe que par la résistance d'une partie de la société aux tentatives répétées des religions, quelles qu'elles soient, d'étendre leur influence.

Si entre le Dieu et le César du christianisme une philosophie contestatrice, les Lumières, a pu se glisser, c'est en fait par la réalité créée par les deux guerres mondiales que la société européenne a vu émerger une religion « moderne ». Il a fallu le départ des hommes au front pour que les femmes les remplacent, reçoivent un salaire, s'autonomisent en actes comme en paroles. La machine à laver le linge puis ensuite la pilule ont fait plus que tous les débats théologico-philosophiques pour que la religion recule.

Ici et maintenant

La religion musulmane dans notre pays est liée indissolublement, pour l'instant, à l'immigration nord-africaine qui forme dans nos banlieues un prolétariat exploité, nié, repoussé et révolté. Cela est incontestable. En même temps cette religion est celle de pays dit émergents qui s'en servent pour maintenir leur population dans la soumission la plus grande. On oublie parfois un peu vite que la première période d'expansion de l'islam s'est terminée avec la mainmise colonialiste de l'Empire ottoman sur le bassin méditerranéen vers 1450, et que c'est sa décadence qui a ouvert les portes à la colonisation « chrétienne » de ces pays. Pour Hamid Zanaz, la situation actuelle est si désespérée qu'il met ses espoirs dans l'apparition d'hommes providentiels comme le furent en leur temps Atatürk et Bourguiba. Pour les libertaires c'est bien sûr un point de désaccord qui ne doit pas empêcher la lecture de ce livre. Merci aux éditions libertaires.

Pierre Sommermeyer

Un livre à contre-Coran

Philosophe algérien, Hamid Zanaz est un athée viscéral. Il vient de publier un pamphlet explosif aux Éditions libertaires. L'ouvrage, qui a obtenu le grand prix Ni Dieu Ni Maître 2009 au Salon du livre anarchiste de Merlieux, va faire couler pas mal d'encre.

Né en Algérie, Hamid Zanaz se déclare citoyen du monde. Il a enseigné la philosophie à la faculté d'Alger, puis a travaillé dans la presse indépendante. Il vit en France depuis 1993. On lui doit, en arabe, des ouvrages tels que *Réponse franche aux obscurantistes*, *Le Sens et la colère. Une introduction à la philosophie de Cioran*, des études sur la censure dans le monde arabe, sur le tabou de la virginité, etc., notamment édités par la Ligue des rationalistes arabes.

Avec *L'Impasse islamique*, le philosophe ne caresse pas les barbus dans le sens du poil. Le sous-titre, *La religion contre la vie*, plante bien le décor. Attention, terrain glissant diront les mous du genou… « Le politiquement correct de notre temps transforme en islamophobe quiconque a l'audace de tenir pour juste la pensée des philosophes des Lumières sur les sujets de la religion, de la laïcité, de la démocratie, de la raison et de la philosophie, prévient Michel Onfray dans la préface. D'où le mérite de la parole rare de Hamid Zanaz. Car l'auteur nomme un chat un chat et dit clairement ce que toute intelligence bien faite devrait affirmer haut et clair : l'islam est intrinsèquement incompatible avec les valeurs de l'Occident que sont l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité entre les croyants et les non-croyants, l'égalité entre les modes de vie sexuels, l'égalité entre les peuples, ce que valide la Déclaration des droits de l'homme à laquelle un musulman ne peut souscrire, non pas conjoncturellement, mais structurellement parce que sa religion ignore la séparation du spirituel et du temporel, qu'elle pose dans le texte même du Coran une inégalité fondamentale entre l'homme et la femme, entre le croyant et le non-croyant, entre le musulman et le non-musulman, entre le fidèle et l'apostat, entre le disciple d'Allah et celui d'un autre Dieu. »

« Les trois monothéismes font le malheur de l'humanité », assurait Kateb Yacine. Hamid Zanaz éprouve le besoin de disséquer tout particulièrement l'islam. Et il le fait bien parce qu'il le connaît bien. En étudiant mot à mot le Coran, en énumérant des faits survenus en Égypte, en Algérie, au Koweit, en Iran, en Arabie Saoudite, au Nigeria, en Turquie, en Irak, en Indonésie, en Allemagne, en France, etc., l'auteur part en guerre contre l'irrationnel. Il dénonce les pays où les mosquées sont bien plus nombreuses et plus luxueuses que les écoles, où les livres religieux éclipsent toute littérature même quand le prix Nobel s'appelle Naguib Mahfouz. Arthur Schopenhauer ne comparait-il pas les religions à des vers luisants ? « Pour briller, il leur faut de l'obscurité ! »

« Je peux dire – une fois n'est pas coutume – que je suis tout à fait d'accord avec les intégristes. L'islam n'est pas compatible avec la vie moderne », explique avec malice Hamid Zanaz. Par là, le philosophe affiche ses doutes sur les capacités de l'islam à vivre parmi les autres, à s'accorder avec des principes démocratiques. « La mosquée, l'école, la radio, la télévision, les diverses publications et aujourd'hui Internet ne cessent de répéter à des millions de gens qu'ils détiennent la meilleure des religions et qu'ils sont les élus de Dieu. À force de répéter que tout le reste de l'humanité est une erreur de la nature, ces populations finissent par intérioriser et se comporter conformément à ce kit du parfait musulman. L'islamisation de la planète devient un devoir pour chaque musulman et musulmane ! », soutient Hamid Zanaz.

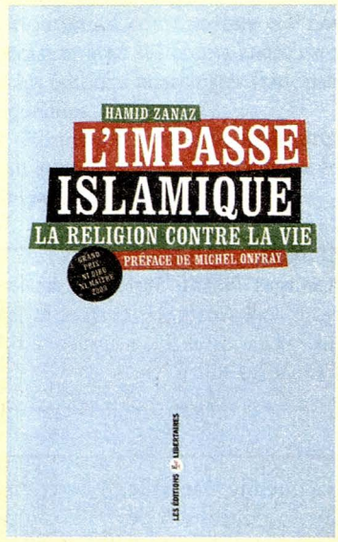
Le philosophe est effrayé par ce lavage des cerveaux. « L'autre, le non-musulman, est considéré comme quelque chose qui ne devrait pas exister », insiste Zanaz qui affirme que l'éducation islamique pousse à la haine. « Hais pour l'amour d'Allah ! » ordonnent des livres de collégiens en Arabie Saoudite. Si les autres religions, les athées, les agnostiques, les laïcs, les artistes, les intellectuels, les humanistes et autres « égarés » sont déclarés ennemis de l'islam, le sort des femmes est aussi, on le sait, épouvantable. L'essai grouille d'exemples irrespirables. « Une fille ne possède que son voile et sa tombe », dit un proverbe saoudien.

L'Impasse islamique va faire rugir les islamomaniaques. On dira ici ou là que Hamid Zanaz donne des tonnes d'arguments aux racistes qui n'ont pas besoin de lui pour déverser leur fiel. En vérité, il ne fait que se tourner vers les Lumières (ce qui n'est pas le cas des fétides de souche). Une démarche que devraient méditer les « idiots utiles » qui pensent naïvement que l'islamisme serait potentiellement « révolutionnaire ». « Compter sur l'islamisme pour abattre le capitalisme, c'est vouloir guérir la peste par le choléra, ricane Zanaz. La théologie islamique est défavorable au développement de la raison, de la responsabilité individuelle, du libre exercice de l'esprit critique. L'islam n'est pas un système adapté à la vie d'aujourd'hui. On ne peut pas être musulman sans rentrer en collision avec le monde. L'islam ne s'accorde jamais au réel. Il travaille pour que le réel s'adapte à lui. »

Après plusieurs livres qui passent à la moulinette les élucubrations chrétiennes, la collection « Propos mécréants » des Éditions libertaires s'enrichit d'un livre qui pulvérise l'obscurantisme islamique. On attend avec impatience un ouvrage qui pourfendra la religion juive. Ici et partout, une seule issue : sortir du religieux. Ni dieu ni maître un point c'est tout, nom de dieu !

Paco

Hamid Zanaz, *L'Impasse islamique. La religion contre la vie*, Éditions Libertaires, 178 pages, 13 euros. Préface de Michel Onfray. En vente à la librairie du Monde libertaire.



Feuilles d'automne

Claude Margat

L'AUTOMNE, c'est la saison du docteur Picard, celle qu'il choisit chaque année pour délivrer ses ordonnances en prévision du mauvais temps. Cette année, la livraison est double : une réédition très attendue des *Variations sur le réel* et un roman, *Journal ironique d'une rivalité amoureuse*. *Variations* fut le livre avec lequel Georges Picard imposa d'emblée sa posture et sa marque. Il s'agit d'un ensemble de réflexions sur les différentes approches possibles du réel. Le regretté Michel Camus me fit découvrir ce livre de la saine curiosité. Je n'ai pas comparé l'ancienne édition à la dernière. L'impression que m'avait laissé la première s'est décuplée lorsque j'ai relu la seconde avec à nouveau le sentiment d'avoir entre les mains les plus délicieuses parmi les pages de Ponge, de Calvino, de Michaux, sauf que c'est du Picard. La force de ce livre provient, me semble-t-il, principalement d'un très savant dosage entre le thème que chaque texte se propose d'aborder et l'exposition des solutions (et des impasses) éventuelles ou répertoriées qui entrent dans son faisceau. En jouant de tous les registres de la langue, de l'analyse et de la fable, Georges Picard réussit à démontrer que face aux questions qui refusent les réponses, l'art de l'approche commence par la recherche de la bonne posture. *Variations* est un livre pour s'installer joyeusement dans la précarité des incertitudes. À lire ou à relire toute affaire cessante.

Journal ironique est l'histoire très plaisante en patchwork d'un lucide qui aborde l'amour en entomologiste introverti. L'objet de cet amour est une jolie voisine également convoitée par Vasco, un vague ami du narrateur qui voudrait bien pouvoir aimer cette femme sans le vouloir vraiment. Son antithèse, Vasco, n'est pas un personnage d'envergure, on dirait aujourd'hui une sorte de « kéké », un velche avec des idées presque toutes faites sur les femmes, un demi-sel bien creux mais pas méchant. Il est même à vrai dire l'armature qui sert de miroir au reflet de la complexité humaine, vrai sujet de ce livre. Quant à l'aimée, singulièrement libre par-devers elle-même, elle n'est que le prétexte moteur du récit, et pourtant sa seule évocation suffirait à nous rendre amoureux. C'est dans l'atmosphère du livre, comme entre aussi dans la même atmosphère le vrai Paris, celui qu'on aime parce qu'il sent bon la terrasse des cafés au printemps, les jolies filles qui passent, le bonheur tout simple de vivre. Si Picard avait été metteur en scène, il aurait probablement réalisé quelque chose de tout proche de Tati, le si humainement, le si gentiment, le si adorablement féroce. Comment, à partir de personnages aussi légers, Georges Picard réussit-il à gagner toute l'attention de son lecteur jusqu'à la fin du livre ? Par la richesse dévastatrice du sens et des questions que soulève son intrusion souhaitée mais aussi par le tuf éminemment offert, habitable de la prose, sans doute une des plus belles de ces trente dernières années. Chez Georges Picard, nous sommes partout invités à ralentir afin de mieux examiner où nous posons les pieds. D'essais en romans, de romans en essais, Georges Picard agrandit son pandémonium. Le cercle qui protège son humaine ménagerie est déjà non seulement très vaste et unique en son genre, mais certains des sentiers qui le traversent ont en outre l'audace de nous reconduire vers les meilleures pages de notre patrimoine littéraire. Offrez un mot de votre choix au docteur Picard, il vous en fait une invitation à venir visiter les bonheurs lucides. De ce livre-là, en tout cas, persiste après lecture une puissante sensation de victoire sur les embarras quotidiens. Et le meilleur vient encore après, lorsque l'horizon profond que son impact a bousculé offre tout à coup un passage vers ce que nous sommes tout naturellement : délicieusement imparfaits.

Avant la duplication et la multiplication, contes et mythes se partageaient l'imaginaire, mais cette manie qu'a l'homme d'imposer partout sa propre cartographie du réel et du bon usage a conduit à la sacralisation du livre révélé. La première confiscation qui s'en suivit fut celle du grand imaginaire, la seconde fut la création des dogmes et des différents codes

Georges Picard, *Variations sur le réel*, éditions José Corti, 14 euros ; et *Journal ironique d'une rivalité amoureuse*, éditions José Corti, 14 Euros.

Jacqueline Merville, *Voyager jusqu'à mourir*, éditions de l'Escampette. Diffusion-distribution Les Belles Lettres, 13 Euros.

civils qui servent avant tout la domination. La situation de l'écrivain là-dedans n'a jamais été bien confortable puisque l'usage qu'il fait de la langue le définit comme celui qui refuse la réduction de sens que les autres, bon gré mal gré, acceptent. N'étant au nombre ni des dominants ni des dominés, il est donc sommé de reconstruire une image de la réalité suffisamment vraisemblable et logique s'il veut s'assurer sur le réel la prise indispensable qui lui est refusée par les membres de sa propre tribu. Cela, l'écrivain le fait en écrivant des livres. Mais le fait que le seul référent utilisable pour lui soit la langue, et non un salmigondis d'opinions bancales, change évidemment la donne, car chaque nouvelle perspective que lui ouvre la pesée des mots risque d'éclairer trop distinctement le paysage désastreux qui sert d'horizon aux autres. Avec son premier livre, l'écrivain (et non pas l'« écrivant ») entame ainsi une catharsis qui ne peut en finir qu'avec le dernier couac de la mort. De là que la plupart des grandes œuvres sont des livres des morts, ils appartiennent au genre de ces exhortations que l'on prononce au chevet des moribonds afin de leur faciliter le passage vers l'autre monde. *À la recherche du temps perdu*, par exemple, est un grand livre des morts. Verra-t-on jamais à quel point le départ vers la mort ressemble à la naissance d'un livre ? *Voyager jusqu'à mourir*, le dernier roman de Jacqueline Merville, est le livre des morts d'une génération qui s'attend aujourd'hui à voir ses pires cauchemars se réaliser. D'un drame tel que celui narré dans ce livre, drame dont je ne dirai rien que mon sentiment, un religieux eût fait une homélie qui en eût affadi le propos jusqu'à le rendre supportable. Ce qu'en l'occurrence, il n'est pas. Chez Jacqueline Merville, l'écriture fait monter le vent qui refuse, le souffle dont les mots ont besoin pour aider le présent à hurler. C. M.

Florence (Italie)

Vitrine de l'édition anarchiste et libertaire

Ce 4e Salon International du livre anarchiste et libertaire (il y en a un tous les deux ans), qui s'est déroulé du 2 au 4 octobre 2009 dans le splendide théâtre Saschall, au bord de l'Arno, à 3 km du centre historique de Florence en Italie, parfaitement organisé, a drainé environ 3 000 personnes.

Beaucoup d'éditeurs italiens avant tout bien évidemment (la table de presse de la FA italienne de Reggio Emilia, les Éditions "Zero in Condotta" -Zéro de Conduite- de Milan qui est l'équivalente des Éditions du Monde libertaire de la Fédération anarchiste française pour la FA italienne, Eleuthera de Milan, Factory artistica Kunstbauten de Bologne, Sicilia Libertaria de Ragusa, UAAR de Florence, etc.).

Au niveau français, il y avait le CIRA de Marseille avec une table conséquente et pas moins de 5 personnes pour la tenir. Cette table avait des livres d'un peu toutes les maisons d'éditions libertaires françaises et a eu beaucoup de succès. AL avait également une petite table.

Et puis, il y avait la table de presse (10 mètres linéaires), apportée par mes soins, composée d'ouvrages des Éditions du Monde libertaire, quelques-uns aussi des Éditions Libertaires et de Creuse Citron, le journal de la Creuse libertaire.

À noter que les Italien-nes parlent pour beaucoup français –ils/elles l'apprennent à l'école – et sont très attentifs aux écrits anarchistes français. La brochure, curieusement, qui s'est la mieux vendue est celle sur Louise Michel de Claire Auzias (une véritable razzia !) ; et évidemment aussi les ouvrages sur Errico Malatesta et Luigi Fabbri, Jacques Prévert, Raoul Vaneigem, la bande à Bonnot, etc.

Outre les tables de presse nombreuses (une trentaine), il y avait aussi des débats (sur l'édition libertaire, les mouvements sociaux, etc.), des projections de films et de documentaires (La Cécilia, la guerre d'Espagne, la contre-culture, etc.), et des concerts de chanteurs et groupes alternatifs italiens dans tous les styles (chanson, rock, techno, etc.).

Un chanteur italien a même fait un récital de chansons de Léo Ferré traduites en italien !

Cette vitrine de l'édition anarchiste et libertaire à Florence, très conviviale et fraternelle, est le plus important Salon du livre anarchiste et libertaire d'Italie.

De nombreux contacts ont été noués à cette occasion avec différents anarchistes italiens et les éditions anarchistes françaises très bien accueillies.

Les Éditions du Monde libertaire sont vivement attendues pour la prochaine édition dans deux ans !

Alayn Dropsy
groupe Arthur-Lehning de la Fédération anarchiste

La peine de mort n'est pas abolie

Prononcée dans les tribunaux et appliquée dans les prisons : la prison tue les prisonniers condamnés à quinze, vingt, trente ans de réclusion, les prisonniers condamnés à des peines incompressibles, les prisonniers condamnés à perpétuité.

« En 1981, les socialistes n'ont pas aboli la peine de mort mais juste supprimé la guillotine, et ils ont remplacé la peine de mort par l'enfermement jusqu'à la mort. Jamais les peines prononcées par les cours d'assises n'ont été aussi lourdes, jamais les aménagements de peine n'ont été aussi chiches, pour ne pas dire inexistants. Nouveaux temps, nouvelles techniques: plus propres, plus efficaces, avec moins d'effusion de sang, mais tout aussi violentes et meurtrières .»

Des prisonniers de la centrale de Lannemezan

La prison tue les prisonniers enfermés dans les quartiers d'isolement et dans les quartiers disciplinaires.

« L'obligation de se blinder pour encaisser tous les coups durs induits par la pression de l'isolement sépare les hommes en deux catégories: ceux qui deviennent plus forts et ceux qui craquent. Résultat, les uns prennent des cachets et coulent à pic, les autres font peur à l'administration pénitentiaire parce qu'ils sont perçus comme inoxydables et en quête de vengeance. En résumé, il y a ceux qui combattent et ceux qui abdiquent. Les premiers ont compris qu'il n'y avait pas d'autre choix, les autres croient au pire des poisons existant : l'espoir. »

Christophe, depuis le QI de La Santé

« La souffrance morale concerne toute personne détenue; cependant, il semble qu'elle soit poussée à son paroxysme à l'isolement. Cette souffrance a de multiples causes: l'exacerbation des contraintes carcérales, la monotonie, le poids des autres, trop présents ou trop absents, le manque d'intimité, l'absence de vie sociale, la perte de l'image et de l'estime de soi, la perte d'autonomie. Les isolés se retrouvent dépossédés de tout ce qui normalement donne un sens à la vie."

Docteur Dominique Faucher

La prison tue les prisonniers malades, même quand ils sont libérés juste avant.

« Mourir en prison est le sort le plus infâme que puisse vivre un être humain. Nous demandons que soit respecté le droit à mourir dignement, parmi les siens, hors du contexte carcéral. Justice et administration pénitentiaire sont coupables par ordonnance. L'État et ses représentants sont coupables de ces négligences assassines. La prison est un moyen de gestion de la précarité et de la pauvreté. Elle devient également un lieu de répression des maladies mentales et un mouroir pour des milliers de détenus atteints de maladies incurables. Libération des détenus atteints de maladies incurables ! »

Des prisonniers de la centrale d'Arles en Août 2001

La prison suicide de plus en plus de prisonniers.

« Le suicide ne peut pas être le fait d'une désespérance, il est le résultat des pressions subies au quotidien sans possibilités de s'en défendre. La prison, qui soustrait au regard et au « contrôle démocratique», permet toutes les formes d'arbitraire. Des femmes, des hommes sont humiliés, interdits, niés dans leur volonté déshumanisée. Cela a pour conséquence le taux important de suicides en prison. »

Une prisonnière de la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis

La prison tue les proches et les familles des prisonniers.

« Nous sommes condamnées par l'ombre des barreaux de ceux qui sont des nôtres. La distance qui me sépare de quarante minutes de parloir, l'appréhension qui me talonne parce que la prison, justement, c'est la prison (sept ou huit décès en un an, sept ou huit proches de prisonniers suicidés, dont on entend si peu parler dans les colonnes de la grande presse… tout ça, et puis le reste : les obligations courantes, le boulot, le manque de fric, les dettes en suspens... autant de barreaux invisibles, intérieurs, qu'on n'appelle pas par leur nom pour éviter de flancher.»

Une mère de prisonnier

La prison tue une génération de jeunes.

« Le système a compris que les mômes avaient compris, que les discours rassurants, ça ne marchait pas. Donc la réponse, vu l'absence de perspectives, c'est de recréer les centres fermés, de construire des nouvelles prisons, de régler les problèmes sociaux par l'enfermement. Le pouvoir sait que ces mômes sont une génération perdue, il n'a rien à leur proposer, donc il doit gérer le problème -et quand on sait qu'en plus, l'enfermement rapporte… »

Un prisonnier de la centrale de Saint-Maur

En 1789, la république considérait qu'une peine de plus de dix ans d'emprisonnement était un châtiment plus cruel que la mort. Il est largement reconnu que passé un certain temps, la longueur des peines, les quartiers d'isolement et les quartiers disciplinaires ne sont qu'acharnement, vengeance, destruction de l'individu.

La semaine du 2 au 8 novembre doit être une semaine de résistance contre la mort lente des perpétuités et des longues peines, une semaine de revendication pour les libérations médicales, les libérations conditionnelles…

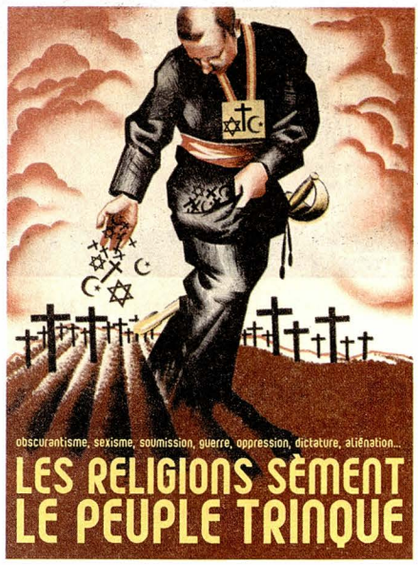
Abolition des longues peines, des peines de sûreté, de la rétention de sûreté ; abolition de l'intolérable peine de perpétuité.

Abolition des mitards et des quartiers d'isolement, fermeture pure et simple de ces lieux de destruction où les morts suspectes sont de plus en plus nombreuses.

Libération de tous les prisonniers malades et handicapés.

Application du rapprochement familial et affinitaire. Non à la politique du tout-répressif et à toute forme d'enfermement.

Association pour le respect des proches de personnes incarcérées
arppi@live.fr



Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Aux lecteurs et lectrices du *Monde libertaire*

Prenez la parole ! Et venez réaliser avec nous le premier numéro du hors-série des lecteurs, à paraître le 24 décembre 2009, autour de la thématique :

Quelle alternative au capitalisme et à la social-démocratie ?

Afin de définir ensemble le contenu, vous serez les bienvenus au comité de rédaction public qui se tiendra le jeudi 29 octobre, à partir de 18h30, au Centre international des cultures populaires, 21 ter, rue Voltaire, à Paris XIe.

Les rédacteurs de province et de l'étranger peuvent nous faire parvenir leurs textes avant le 30 novembre 2009 à l'adresse suivante :

Publico – ML des lecteurs – 145, rue Amelot, 75011 Paris, ou par mail :

mldeslecteurs@yahoo.fr

Précision : un article d'une page compte environ 5 000 signes typographiques (espaces compris). Afin de permettre le plus de points de vue possibles, nous demandons aux auteurs de limiter leurs textes à 15 000 signes maximum.

Tout type de contribution sera bienvenu : articles, coups de gueule, interviews, reportages, anticipations, poèmes, brèves, citations… Laissez libre cours à votre imagination !

La sélection finale des textes sera effectuée par le Comité de rédaction du *Monde libertaire*.

Merci de nous communiquer un contact (postal, téléphonique, électronique) où nous pourrons vous joindre.

L'administration

Une nouvelle liaison vient de voir le jour dans le Haut-Rhin. Pour tout contact avec elle, écrire à la librairie du Monde libertaire qui transmettra.

Radio libertaire

Jeudi 22 octobre

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité en direct.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Bibliomanie (15 heures) Autour des livres.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste Mounamitié contre les jouets qui apprennent à tuer.

Les enfants de Stonewall « Sida bla bla » (19 h 30) Émission d'Act Up Paris.

Entre chiens et loups (20 h 30) Art & Anarchie.

Vendredi 23 octobre

Petits matins pour le grand soir (08 h 30)

L'écho des cabanes (11 heures) Émission sur les familles de détenus.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Pour la défense et la promotion de la langue espéranto.

L'invité du vendredi « Trait d'union » (19 heures) Le mouvement des idées.

La grenouille noire (21 heures) Émission écolo-libertaire.

Ca booste sous les pavés (22 h 30) Scène culturelle alternative.

Samedi 24 octobre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Nan Aurousseau. Après une enfance modeste dans le XXe arrondissement auprès de son père conducteur d'engins, de sa mère blanchisseuse et de ses cinq frères et soeurs, à 18 ans il écope de sept ans de prison pour avoir braqué un PMU.

Chroniques syndicales (11 h 30) *L'antisémitisme à gauche de 1830 à nos jours*, avec Michel Dreyfus (Éditions La Découverte).

Chroniques rebelles (13 h 30) *Est-ce que la différence vous intéresse ? Ça va chauffer !* Théâtre et écologie.

Contre-bandes (19 heures) Cinéma : Alain Cavalier, pour son film *Irène*.

Orpheas antissa, les jardins d'Orphée (21 heures) Musique classique et contemporaine.

Nuits off (23 heures) Rock et chroniques.

Dimanche 25 octobre

Goloss Trouda, la voix du travail (08 heures) Émission franco-russe.

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des Libres Penseurs.

Tempête sur les planches (14 heures) La Communauté Inavouable.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) La joyeuse équipe du CIRC et l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Détruire l'ennui (20 h 30) Autour du mouvement punk.

Rudies back in town (22 heures) Mouvement skinhead international.

Lundi 26 octobre

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 heures) Histoire de la Commune de 1871.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme. La section ANPE du syndicat Santé-Social.

Ca urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30)

Mardi 27 octobre

Le Parisien libertaire (8 heures) Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) Art en marge.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 heures) Arnaud Gaillard, secrétaire général du Raidh, qui a obtenu l'annulation du décret autorisant les policiers municipaux à être dotés de Taser.

Idéaux et débats (18 heures) Jocelyn Bonnerave, à propos de son roman *Nouveaux Indiens* (Seuil).

Paroles d'associations (19 h 30) reçoit le Refuge, lieu d'accueil et d'hébergement pour jeunes homosexuels majeurs en détresse.

Radio Libertaria (20 h 30) Sévices Publics (CNT Energie).

Mercredi 28 octobre

La bibliothèque anarchiste (08 heures)

Court-circuit (09 h 30) Philosophie, Art et Politique.

Blues en liberté (10 h 30) Les Blancs dans l'orchestre de Muddy Waters.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Femmes libres (18 h 30) Avec la Compagnie Kael-Klein / Leonarte, pour leur spectacle *Dieu, la Femme et l'Abus*, qui sera présenté le 25 novembre, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Vendredi 23 octobre
à 18 heures

samedi 24

et dimanche 26 octobre
de 9 heures à 19 heures

Saint-Étienne (42)

Les syndicats CNT de la Loire et leurs sympathisants organisent L'Autre Salon. Le thème « De la guerre d'Espagne à l'autogestion » sera décliné sous différentes formes. Bourse du Travail, salle Sacco et Vanzetti, cours Victor-Hugo. Renseignements : tél. 04 77 25 78 04 ou 06 10 76 82 11 ; salonautrelivre@no-log.org

Du mercredi 4

au vendredi 6 novembre

Poitiers (86)

Festival Filmer le Travail avec la participation de notre compagnon Jean-Pierre Levaray. Espace Mendès-France.

Du jeudi 3

au samedi 5 décembre

Saintes (17)

Dans le cadre du Salon du Livre de Saintes, rencontres à la médiathèque avec notre compagnon Jean-Pierre Levaray : le jeudi 3 décembre, débat autour du film *J'ai (très) mal à mon travail.*
Le samedi 5 décembre à 14 heures, débat avec Gérard Filoche.

Jeudi 22 octobre

Pontivy (56)

20 heures. Réunion publique et débat autour du projet de vidéosurveillance sur Pontivy, à la maison des associations, organisée par le Collectif pontivyen contre la vidéosurveillance. 6, quai Plessis.

Angoulême (16)

Débat avec notre compagnon Jean-Pierre Levaray au musée de la Bande dessinée.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle Mémoire(s) dérangeante(s). Assure-t-on vraiment ce devoir de mémoire ?
Second cours : *La Mémoire longue*. Le roman peut-il boucher les trous de l'histoire ? Didier Daeninckx abhorre la dictature de la mémoire courte, il écrit contre l'oubli. Présentation de Didier Daeninckx. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Paris Ier

21 heures. Paco Ibañez en concert, de retour après dix ans d'absence ! Théâtre du Châtelet, 1, place du Châtelet, M° Châtelet.

Samedi 24 octobre

Bordeaux (33)

20 heures. Débat avec Ronald Creagh sur son livre *Utopies américaines, expériences libertaires du XIXe siècle à nos jours*. Athénée libertaire, 7, rue du muguet.

Paris XIe

15 heures. Rencontre avec Justhom, auteur de *Quand Marx, Engels et Lénine « flinguaient » les anarchistes*, paru aux Éditions du Monde libertaire, à la librairie Publico, 145 rue Amelot. M° République, Oberkampf ou Filles du Calvaire. Entrée libre.

Paris XVIIIe

15 h 30. Caroline Granier viendra nous présenter *Galafieu*, une réédition chez Ressouvenances du roman d'Henry Fèvre. Roman réaliste de 1897. Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses.
Tél : 01 42 23 32 18.
Permanence tous les samedis de 15h à 18h. bibliotheque-larue.over-blog.com

Dimanche 25 octobre

Rochefort (17)

11 heures..La Fédération départementale de la Libre Pensée vous invite à participer au Rassemblement pour les Déportés de la Commune de Paris. À 11 heures, prises de parole au Conservatoire de Musique, ex-prison du bagne, place Vaudreuil. 12 h 30 : repas des Libres penseurs à la Ferme aquacole de l'Île Madame. À 15 heures, rassemblement au Puits des Insurgés de l'Ile Madame. Renseignements et réservation repas: 05.46.92.13.03, il.larraux@free.fr

Mardi 27 octobre

Metz (57)

20 heures. Soirée avec Les amis du Monde libertaire de la région de Metz, animée par le groupe de Metz de la Fédération anarchiste. Lecture d'un article du *Monde libertaire* suivi d'une discussion sur l'autogestion. Caveau du café Jehanne-d'Arc, Place Jeanne-d'arc. Entrée libre.

Mercredi 28 octobre

Auray (56)

20h30. Causerie libertaire autour de l'autogestion. Organisée par le groupe libertaire Lochu (FA Vannes). Au Café Billabong (sans obligation de consommer !).

Saint-Denis (93)

19h La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis . Cycle Cinéma et anarchie de la Belle époque à 1930. Troisième cours : Jean Vigo, un cinéaste rebelle. Présentation de Isabelle Marinone, historienne du cinéma. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 30 octobre

Saint-Denis (93)

19h La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle Mémoire(s) dérangeante(s). La commémoration, une passerelle pour l'oubli. Présentation de Maurice Rajsfus. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

DU 2 AU 8 NOVEMBRE 2009

semaine de mobilisation pour la supression des longues peines, des mitards, des quartiers d'isolement...

ARPPI www.arppi.info 06.68.84.47.31